



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2656
28 juin 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Contre les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois, **interdiction des licenciements !**



Canicule

**Le gouvernement
brasse de l'air**

Page 4

Turquie

**Une claque
pour Erdogan**

Page 9

Migrants

**Non à la chasse
à l'homme**

pages 6 et 9

Contre le plan de General Electric, contre le chômage, il faut interdire les licenciements !



Samedi 22 juin, 8 000 personnes sont descendues dans les rues de Belfort contre les 1 000 suppressions d'emplois prévues à General Electric (GE). Ceux qui se battent pour sauver leur emploi en ont entraîné des milliers d'autres, qui savent qu'ils sont tout autant concernés. «Eux, nous, c'est le même combat», disait une ouvrière d'une entreprise sous-traitante.

Les gilets jaunes se sont mobilisés, ainsi que des artisans qui avaient une banderole «Artisans en colère». Des magasins avaient baissé le rideau en signe de solidarité. Comme a dit un boucher-charcutier installé à Belfort depuis vingt ans, «l'impact sera énorme sur les commerçants».

C'était une manifestation ouvrière massive, comme il y en a eu dans de nombreuses villes du pays à chaque fois qu'une grosse usine a fermé ses portes, menaçant de ruiner toute une région. À chaque fois, les ouvriers ont entraîné dans leur combat le reste de la population.

GE est un des plus grands groupes industriels de la planète, dont les bénéfices pour les seuls trois premiers mois de l'année atteignent 954 millions de dollars. Maintenir 1 000 emplois ne représenterait qu'une goutte d'eau pour une telle multinationale. Mais la vie de travailleurs et l'avenir d'une région n'entrent pas en ligne de compte. C'est la dictature du grand capital qui s'impose. Et l'État ne s'y oppose pas, il l'accompagne.

En 2015, au moment du rachat d'un des sites d'Alstom de Belfort par GE, le groupe s'était engagé à créer 1 000 emplois sur quatre ans. Il n'en a créé aucun et a juste payé une amende de 50 millions d'euros. Le gouvernement n'a rien fait pour l'obliger à tenir sa promesse. Aujourd'hui, devant l'émotion et la mobilisation, Macron et ses ministres ont fait mine de se préoccuper du sort des travailleurs. Mais c'est pour mieux les lanterner et les attaquer.

Au moment où les plans de licenciements s'accumulent, comme celui de GE ou encore celui des magasins New Look, qui vient d'être annoncé et va mettre 400 personnes à la porte, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Il réduit le droit aux indemnités de chômage en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur 24 au lieu de 4 sur 28 pour y avoir accès. Et il diminue leur

montant par une nouvelle méthode de calcul.

Les millions de travailleurs qui alternent les contrats de quelques semaines ou de quelques jours et les périodes de chômage sont les premiers visés. Mais c'est en réalité une attaque contre tous les travailleurs. Le message au monde du travail est clair : vous devrez encore plus accepter n'importe quel travail, à n'importe quelle condition et à n'importe quel salaire !

Lutter contre le chômage, ce serait d'abord s'opposer aux licenciements et interdire les licenciements. Ce serait créer des emplois dans les services publics, par exemple dans les services d'urgence des hôpitaux où les aides-soignants et les infirmiers, qui sont en grève depuis des mois, réclament 10 000 embauches. Mais, pour cela, il faudrait s'opposer aux intérêts du grand patronat et prendre sur ses profits.

L'an dernier, les 40 plus grosses entreprises françaises cotées en Bourse ont distribué 51 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, un record historique. Avec cette somme, 1,5 million d'emplois payés 1 800 euros net pourraient être créés, cotisations sociales acquittées.

Le grand patronat et le gouvernement sont des alliés qui mènent ensemble une véritable guerre de classe contre les travailleurs. Elle est implacable, parce que la crise économique s'aggrave et les rivalités commerciales s'exacerbent. Alors, les capitalistes, pour accroître leurs marges, s'en prennent aux travailleurs. Pendant ce temps, le gouvernement les ligote et leur assène ses propres coups. D'un côté, la grande bourgeoisie s'enrichit comme jamais, de l'autre, la condition ouvrière recule et la société pourrait sur pied.

Les travailleurs peuvent remettre en cause le pouvoir du grand patronat car, dans les entreprises, c'est leur travail qui est à l'origine de tous les profits et de tout le capital.

Comme le montre la manifestation de Belfort, ils peuvent entraîner le reste de la société dans leur combat. Pour cela, il faut qu'ils osent parler de leur propre voix et mettre en avant leurs propres revendications de classe, à commencer par celle d'un emploi et d'un salaire digne pour tous, sans se laisser arrêter par ceux qui disent que ce n'est pas réaliste. C'est aux travailleurs de dire et d'imposer ce qui est nécessaire.

LEUR SOCIÉTÉ

- Emploi : moins de chômeurs ? Plus de travailleurs pauvres ! 3
- Syndicats : riposte éparpillée façon puzzle 3
- Canicule : les bons conseils du gouvernement 4
- Pompiers : en grève pour avoir les moyens de sauver des vies 4
- Blanquer brasse du vent... sans rafraîchir l'atmosphère 4
- Mélenchon : « le mouvement, c'est moi », mais pour aller où ? 5
- PMA : une mesurette pour la galerie 5
- Argent public : Recherche et Développement... du profit 5
- Aide aux migrants : les policiers en flagrant délit de mensonge 6
- Chasse aux migrants : la police vous parle ! 6
- L'État condamné à Grande-Synthe 6
- SNU : coup de massue 6
- Exploitation : Arnault, médaille de bronze 7
- Nantes : bavure policière à la Fête de la musique 7
- Police : CRS, mensonge et vidéo 7
- Guadeloupe : colère contre le manque d'eau 10

DANS LE MONDE

- Iran - États-Unis : le gros bâton américain 8
- Trump aux Palestiniens : une poignée de dollars et beaucoup de mépris 8
- Turquie : une claque pour Erdogan et son gouvernement 9
- Italie : la surenchère de Salvini contre les migrants 9
- Égypte : pas de politique dans le football... ni ailleurs 9
- Algérie : le mouvement populaire face aux manœuvres politiques 16

ENTREPRISES

- EDF : le fiasco de l'EPR 10
- PSA : inauguration royale 10
- Banques : bénéfices en hausse, emplois en baisse 11
- Ratp bus : climatisation 11
- Toilettes des gares parisiennes 11
- Urgences 12
- Sanofi : fossoyeurs d'emplois, gaveurs d'actionnaires 12
- New look en liquidation : plusieurs magasins occupés 12
- Dans nos bulletins d'entreprise 12
- G-E - Belfort : 8 000 manifestants contre les licenciements 13
- Nathalie Arthaud : gouvernement complice 13
- Famar Saint-Genis-Laval : l'usine menacée de fermeture 13
- Hôtels de luxe - Paris 8 14
- Ménage dans les hôtels : Chiappa défend les patrons, pas les travailleuses 14
- Assia - Chartres-de-Bretagne : le mouvement continue 14
- Liberty - Durisotti : la grève a payé 15

LUTTE OUVRIÈRE

- À votre rencontre cet été 16

Emploi : moins de chômeurs ? Plus de travailleurs pauvres !

D'après les chiffres officiels, le chômage aurait baissé en France, ne touchant plus que 8,7% de la population active, soit la même proportion qu'il y a dix ans. Devant ces annonces, le gouvernement et les médias restent cependant dans la retenue et la modestie, car ils savent bien qu'elles cachent une réalité autrement plus difficile.

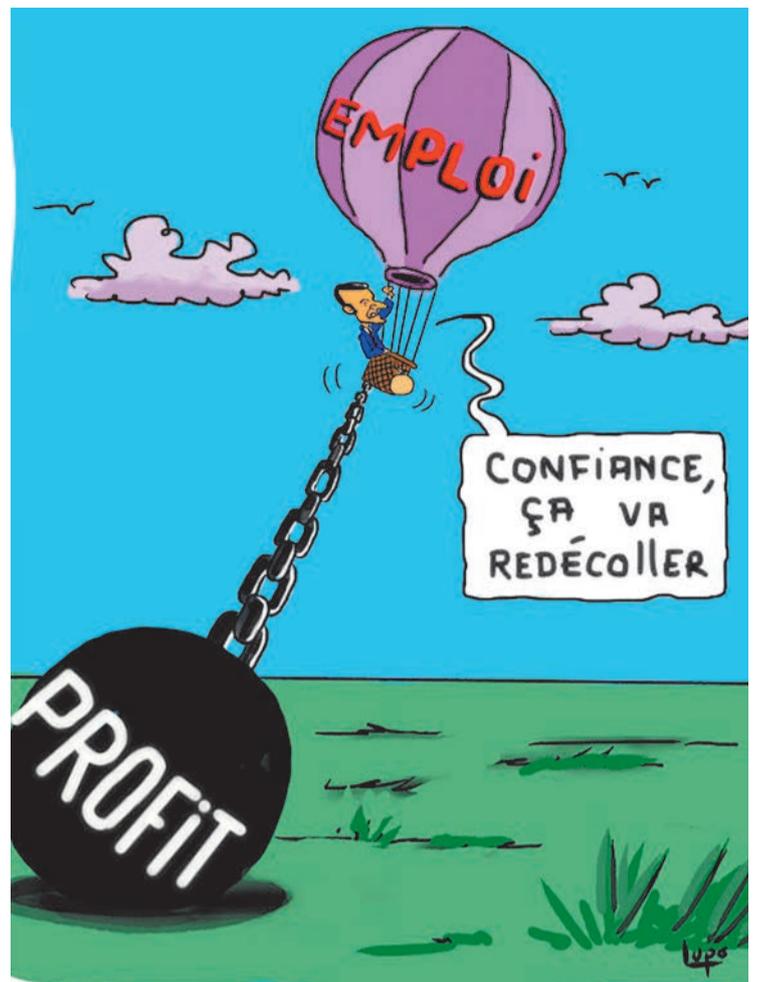
Tout d'abord les travailleurs ont du mal à croire que le chômage régresse, alors que les seules nouvelles sont celles de fermetures d'entreprises, effectives, en cours ou en projet. On n'entend en revanche jamais parler d'ouvertures d'entreprises qui embaucheraient des salariés en grand nombre, avec des contrats à durée indéterminée et des salaires équivalant à ceux naguère versés par d'autres grandes entreprises. En fait, un travailleur licencié, lorsqu'il retrouve du travail, perd son ancienneté et sa qualification, enchaîne les contrats courts, multiplie les déplacements, traverse des périodes de chômage. Et pourtant cet ouvrier à la vie fracassée compte pour un succès de la lutte contre le chômage.

Une seconde façon d'améliorer les chiffres consiste à changer la façon de compter. Des millions de travailleurs de ce pays sont précaires. À partir de combien d'heures travaillées par semaine, par mois ou par an sont-ils considérés comme « en emploi » par l'administration ? La manœuvre consiste évidemment à abaisser ce seuil, pour faire diminuer le nombre de chômeurs sur le papier. Le gouvernement s'y emploie et va encore y travailler avec ses nouvelles mesures sur l'indemnisation du chômage. Mais cela ne dit pas encore tout. On peut avoir un contrat de travail à temps et salaire partiels, et dont la spécificité fait qu'il est matériellement impossible de le compléter. L'employeur ne le veut pas, les horaires font

qu'on ne peut pas trouver de complément chez un autre employeur. C'est très fréquent dans le ménage, les services à la personne ou le commerce. On remplace ainsi des chômeurs par des travailleurs qui ne peuvent vivre de leur salaire.

Il y a aussi, d'après les statistiques, tous ceux qui restent au chômage. On ne compte plus les villes et les quartiers où les usines ont fermé, dont les services publics sont partis, où il n'y a pas de transports : de véritables poches de misère. C'est dans ces régions que les gouvernants, malgré tous leurs discours, ferment hôpitaux et écoles, réduisent les subventions aux mairies et aux associations. Les travailleurs des petites villes et quartiers sinistrés ne reçoivent des gouvernements que du mépris en permanence, et des descentes de police de temps en temps.

Et, en dehors des statistiques du chômage, il y a tous ceux qui n'en sont sortis que pour toucher des



allocations encore plus misérables, voire pas d'allocation du tout. Il y a aussi tous ceux qui n'y sont jamais entrés, ne prenant pas plus la peine de consulter l'administration pour toucher quatre sous que pour aller voter. Par exemple, un tiers des personnes qui auraient droit au RSA ne vont pas le réclamer, et elles ne sont évidemment pas dans les statistiques du chômage.

Le recul des chiffres du chômage cache donc, bien mal, l'appauvrissement général de la classe travailleuse et la régression de ses conditions de vie. Il n'en est pas moins un succès réel de la politique de Macron, puisque faire baisser le niveau de vie des travailleurs est très exactement ce que le patronat attend des gouvernements.

Paul Galois

Syndicats : riposte éparpillée façon puzzle

Avec son plan de réforme du régime d'assurance chômage, le gouvernement s'en prend violemment aux droits des travailleurs, en particulier les plus précaires. Les 1,7 milliard d'euros d'économies par an seront essentiellement réalisés à leurs dépens.

Il faudra désormais avoir travaillé six mois sur 24, et non quatre mois sur 28, pour bénéficier d'une indemnité chômage, ce qui en écartera, d'après la CGT, 300 000 chômeurs. Le gouvernement introduit aussi la dégressivité des allocations chômage, en commençant par celles des cadres, qui verront leurs indemnités chuter de 30% au bout de six mois.

Le patronat ne payera quasiment rien dans ce plan drastique d'économies, hormis un bonus-malus symbolique sur les contrats courts, dans quelques branches, alors qu'il est le responsable du chômage et de la précarité. Ainsi, de General Electric à Ford en passant par Auchan ou Carrefour, il supprime actuellement des dizaines de milliers d'emplois dans les grands groupes et leurs sous-traitants.

Les confédérations syndicales ont toutes dénoncé

cette réforme. Mais jusqu'à présent, en guise de riposte, elles ont effectué le minimum... syndical.

Si Laurent Berger, secrétaire de la CFDT, dit être sorti furieux de Matignon, ce n'est pas uniquement en raison des mesures antichômeurs. C'est aussi que le gouvernement, en agissant par décrets, balaye la cogestion de l'Unedic par les syndicats et le patronat. Berger a ainsi déclaré : « *Eh bien voilà, c'est la fin de l'histoire : l'État gère. Et il le fait comme il l'entend... et c'est moins en faveur des demandeurs d'emploi que les compromis passés entre partenaires sociaux.* »

Il ne s'agit pas pour autant pour la CFDT d'appeler à une riposte : elle appelait, selon les mots de Berger, à un rassemblement « symbolique » avec l'Unsa, la CFTC, la CGC et la Fage, mardi 25 juin devant le ministère

du Travail. Mais le même Berger considère déjà qu'il ne va pas « rêver à un grand soir » et que « le décret sera signé dans l'été ». Drôle de façon de mobiliser.

La CGT appelait de son côté à manifester devant l'Unedic le lendemain, FO et Solidaires n'appelant à aucun de ces rassemblements. Tous jurent cependant vouloir construire une riposte. Faisant référence aux gilets jaunes, Éric Beynel, de Solidaires, indique dans une lettre aux autres confédérations : « *Si on continue dans la division, il y aura encore des mouvements à côté des syndicats* », montrant où se situe la hantise commune des directions syndicales.

Il faut en tout cas souhaiter que la violence de l'attaque du gouvernement et du patronat, qui s'apprête à faire basculer des centaines de milliers de travailleurs précaires dans la misère, suscitera une révolte et une colère de tout autre ampleur que celles des dirigeants syndicaux.

Christian Bernac

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Mulhouse

Dimanche 30 juin à partir de 11 h 30

Au Lerchenberg, à Vieux-Dornach
11, rue du Cercle

Perpignan

Dimanche 30 juin à partir de 11 heures

Terrain de la Chapelle-Saint-Pierre à Clairac



Canicule : les bons conseils du gouvernement

« Je ne veux pas qu'on me reproche de ne pas en avoir assez fait », a déclaré Buzyn, la ministre de la Santé, à un journaliste qui suggérait qu'elle en « faisait beaucoup » pour préparer la population à l'épisode de canicule de cette fin-juin.

Du côté des ministres en effet on se montre, on recommande, on brasse de l'air. La ministre semble plutôt satisfaite : « On est plus préparé qu'en 2003 : on ne savait pas ce qu'était une canicule », faisant allusion à cet été où la surmortalité avait touché 15 000 personnes dans le pays. Mais le spectre de la vague de chaleur, des températures élevées le jour comme la nuit, la poursuit, de même que ses collègues.

Avec quel résultat ? Pour l'essentiel, les ministres abreuvent la population de conseils de bon sens, s'hydrater, marcher à l'ombre, se mettre au frais, dont personne, dès l'âge de 7 ans, n'a plus guère besoin. Au-delà, ils dispensent dans les médias quelques cours de morale : « aller voir sur son palier une personne âgée et la faire boire, même si elle n'a pas soif », se préoccuper des anciens, des plus pauvres (Buzyn n'est « pas sûre que chacun donne une bouteille d'eau aux SDF dans la rue »). Cela va plus loin : dans le domaine de la vie privée, Buzyn passe son temps à dire : « Arrêtez de mettre des cravates et des costumes ! » Car beaucoup sans doute n'y auraient pas pensé tout seuls et gardent leur doucoune et leur chapka ! Mais l'ancienne médecin se sent peu écoutée, ses consignes, dit-elle, ne sont pas prises au sérieux, « les sportifs continuent de courir »...

Plus concrètement, à part quelques fontaines, salles réfrigérées, maraudes renforcées en Île-de-France

pour secourir les personnes SDF, on est loin de véritables solutions pour aider à supporter les grandes chaleurs et lutter contre les souffrances qu'elles peuvent provoquer. Concernant les services hospitaliers d'urgence, déjà complètement engorgés comme en témoigne le mouvement actuel du personnel et le vécu de nombreux patients, rien n'est fait. Buzyn se contente de constater que « les personnels ne sont pas encore partis en vacances ». Elle affirme qu'elle a « débloqué des enveloppes pour les services en tension (...), 15 millions pour l'été, et entendu les revendications des urgentistes, attribué une prime de risque pérenne de 100 euros, ainsi qu'une prime de coopération ».

De son côté, le ministre du Logement, Denormandie,

répétant à son tour que « la canicule, c'est grave », semble fort satisfait d'avoir rappelé aux entreprises du BTP qu'il convient d'adapter les horaires sur les chantiers, et qu'il serait souhaitable d'y mettre en place des centres réfrigérés. Ce sera au bon vouloir des donneurs d'ordres, les Bouygues et les Vinci : des humanistes, comme chacun sait. Car le Code du travail, lui, ne dit mot des températures maximales sur le lieu de travail. Tout au plus l'employeur doit-il fournir de l'eau et de l'aération. Quant à aller travailler en tongs, comme suggère le ministre, ce n'est ni autorisé ni surtout recommandé dans les ateliers.

À voir ces gens gérer l'urgence, on ne peut leur faire confiance sur le plus long terme, pour instaurer, en matière de logement, d'urbanisme, de rythmes et de conditions de travail, de quoi rendre supportables des vagues de grande chaleur.

Viviane Lafont



Blanquer brasse du vent... sans rafraîchir l'atmosphère

Le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, s'est fendu de recommandations pour protéger les élèves de la canicule dans les écoles : les garder dans une ambiance fraîche, mettre des thermomètres dans chaque classe, etc. C'est joli comme discours mais, dans les classes où il n'y a pas de rideaux aux fenêtres, où les fenêtres d'ailleurs n'ouvrent pas, où il n'y a aucun courant d'air

possible, cela devient juste irréalisable. Sans parler du fait que dans certains établissements les toilettes pour les enfants ne sont pas ouvertes en permanence, et qu'ils ne peuvent pas se rafraîchir à leur guise.

Blanquer a expliqué aussi qu'il fallait éviter les expositions prolongées au soleil. Mais là encore, quand il n'y a pas de cour ombragée, que le soleil tape directement dans les

classes par les vérandas ou dans les couloirs, comment faire ?

Toujours soucieux du bien-être des élèves, le ministre a reporté le brevet des collégiés de quelques jours. Pour éviter que les candidats ne subissent la canicule ? Ou pour éviter de montrer à quel point l'Éducation nationale n'a aucun moyen ?

Marion Ajar



Pompiers : en grève pour pouvoir sauver des vies

À partir du 25 juin les sapeurs-pompiers seront en grève, et ce jusqu'à la fin du mois d'août. Ils continueront néanmoins à assurer leur service, mais entendent bien exprimer leur colère et faire entendre leurs revendications.

Le gouvernement ne se souvient des pompiers que lorsqu'il s'agit de saluer leur héroïsme au feu, comme on l'a vu lors de l'incendie de Notre-Dame. Le reste du temps, il les abandonne à leur sort, les laissant dans l'obligation de faire face sans moyens à une situation qui s'aggrave partout.

Les services départementaux d'intervention et de secours dont ils dépendent sont ainsi au bord de l'effondrement. 40 000 sapeurs-pompiers professionnels y travaillent ainsi que 11 000 employés administratifs, un effectif qui n'a pas augmenté depuis des années. Le nombre d'interventions ne cesse par contre de croître, car les pompiers sont l'ultime recours pour les personnes en difficulté et doivent pallier le démantèlement de tous les services censés les aider. C'est eux qui sont appelés pour prendre en charge les malades psychiatriques en rupture de traitement, les personnes allongées dans la rue en état d'ivresse, ou même les patients transportés d'un hôpital à l'autre faute de lit, ou pour un accouchement d'urgence. La fermeture des maternités, des hôpitaux, l'encombrement des Urgences dans tout le pays et celui des services psychiatriques retombent sur eux.

Aujourd'hui, la situation est si tendue que rien ne

pourrait fonctionner sans les 190 000 pompiers volontaires. Mais eux-mêmes sont de moins en moins disponibles. Ils sont confrontés comme tous les autres travailleurs à l'aggravation des conditions de travail et doivent trouver des employeurs qui ne soient pas réticents à leur accorder les autorisations d'absence obligatoires.

Le temps de travail maximum des sapeurs-pompiers, fixé pour l'année à 2 256 heures, est souvent dépassé. Ils sont souvent sollicités pour travailler au-delà de cette limite, sous statut de volontaire, quand il y a une nécessité absolue ou même de grands événements à couvrir.

Les pompiers revendiquent aussi un suivi médical efficace, ce qui n'est pas le cas, bien qu'ils puissent être exposés à l'amiante, au plomb ou à de nombreux produits toxiques. Ils exigent également une augmentation de leur salaire sous la forme d'une revalorisation de la prime de feu.

Depuis des années, le gouvernement ne veut rien savoir et les renvoie aux départements dont ils dépendent, ceux-ci répondant à leur tour qu'ils n'ont pas d'argent. Alors, aujourd'hui, les pompiers en ont assez et ils ont décidé de le faire savoir.

Daniel Mescla

Mélenchon: "Le mouvement, c'est moi", mais pour aller où ?

Les 22 et 23 juin, la France insoumise (LFI) organisait son assemblée représentative dans le bois de Vincennes, en présence des cadres de l'organisation et de militants tirés au sort.

Cette réunion était la première depuis les élections européennes, où la liste conduite par Manon Aubry a obtenu 6,3% des voix. Pour un mouvement qui avait obtenu plus de 19% de voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 et qui espérait se poser en principal opposant à Macron, le résultat était forcément décevant.

Dès le lendemain de ce scrutin, des voix se sont élevées au sein du mouvement de Mélenchon pour critiquer la campagne menée, jugée par Clémentine Autain insuffisamment ancrée à gauche, la place prise par son leader, le manque de

démocratie... Depuis, LFI est secouée par une crise, avec le départ de certains responsables comme Charlotte Girard, réputée notamment pour avoir contribué à la rédaction du programme.

À l'occasion de son discours de clôture, dimanche 23 juin, Jean-Luc Mélenchon a répondu clairement à ceux qui le mettaient en cause: «*Mon rôle est consubstantiel au mouvement.*» C'était dire, dans un langage moins théologique et plus clair: «*Le mouvement, c'est moi!*», «*C'est moi qui étais candidat à la présidentielle*», a-t-il ajouté, laissant clairement entendre par la même occasion qu'il en serait de



Désir d'Élysée...

même en 2022. La seule petite concession a été: «*Ce n'est plus moi qui ouvrirai toutes les réunions.*» Quant à ses détracteurs, ce sont, selon Mélenchon, des nombri-listes, adeptes des «*délices des batailles pour les virgules*». Fin de la discussion.

Ceux qui aujourd'hui critiquent publiquement ce régime intérieur de la France insoumise font semblant d'oublier qu'il en est ainsi depuis sa création en 2016. La critique des partis traditionnels a fourni l'habillage idéologique pour la mise en place d'un mouvement construit «*à la bonne franquette*», «*de type gazeux*»

selon ses propres termes, où la seule chose qui soit claire est que Mélenchon et ses proches décident de tout. Son programme se résume à une bouillie concoctée avec une pincée de justice sociale, une cuillerée d'écologie et de nombreuses grosses louches de nationalisme cocardier aux accents nettement antiallemands. Au fond, le seul objectif clair qui en ressort est de faire élire Mélenchon à la présidence de la République.

La France insoumise ressemble en cela aux partis traditionnels, qui se réduisent à des machines électorales destinées à permettre à

leurs dirigeants de réaliser leurs ambitions au sein du système politique de la bourgeoisie. Si le projet Mélenchon se dégonfle, le problème n'est pas d'en reconstruire un autre du même type, à partir d'une autre recomposition et d'autres regroupements à gauche, qui aboutiraient encore à mettre les travailleurs à la remorque d'un politicien bourgeois à la Mélenchon. Les travailleurs ont besoin de mener le combat contre la bourgeoisie, son système et ses institutions, et pour cela d'un parti communiste révolutionnaire.

Marc Rémy

PMA: une mesurette pour la galerie

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a annoncé que le projet de loi sur la procréation médicalement assistée (PMA) serait présenté le 26 juillet au Conseil des ministres, pour être voté en septembre.

La PMA permettrait à des couples de femmes et à des femmes célibataires d'avoir des enfants en ayant recours à un donneur de spermatozoïdes anonyme. Ce projet avait été abandonné par le gouvernement Hollande après que la loi sur le mariage des couples homosexuels avait déclenché des manifestations importantes de la droite et de l'extrême droite. Celle-ci avait fait alors campagne pour défendre le préjugé absurde selon lequel un couple d'hommes ou de femmes ne pourrait en aucun cas élever un enfant.

C'est d'ailleurs le seul argument que Marine Le Pen a de nouveau opposé pour refuser ce projet de loi. Qu'importe à ces bien-pensants que des enfants puissent être martyrisés au sein de familles on ne peut plus traditionnelles. Qu'importe à ces gens que bien des parents n'aient plus les moyens de donner des repas dignes de ce nom à leurs enfants, que des enfants couchent aujourd'hui dehors avec leurs parents. Ce qui compte pour eux c'est que

l'ordre dit naturel règne.

La légalisation de la PMA est certes un progrès. Mais, aux yeux du gouvernement, cette mesure dite de société a en plus l'avantage de ne rien coûter en termes de financement. Le fait que la droite et l'extrême droite se liguent contre elle permet de plus à Macron de se faire passer à bon compte pour un progressiste offensif contre les réactionnaires de tout poil.

En outre, l'annonce du gouvernement arrive opportunément, au moment où les attaques pleuvent sur les chômeurs et où il s'apprête à allonger encore la durée du travail. Cette mesure sur la PMA ne doit pas faire oublier que tous les jours le gouvernement fait reculer les droits du plus grand nombre. En réduisant les ressources des salariés, en s'attaquant à leurs conditions de travail, c'est bien à leurs enfants qu'il s'attaque. Permettre à un couple de femmes ou à une célibataire d'avoir des enfants dans une société où tout recule, non, cela ne fait pas rêver!

Aline Urbain

Argent public: recherche et développement... du profit

Le crédit impôt recherche permet au patronat de récupérer chaque année 6 milliards d'euros d'argent public, en déduisant de ses impôts une partie de ses dépenses en recherche et développement.

Alors qu'il avait fait mine, lors du grand débat, de s'en prendre à certaines niches fiscales, le gouvernement avait rapidement confirmé le maintien de ce dispositif. Pourtant, vu son montant, il s'agit plus d'une basilique que d'une vulgaire niche.

Un député LREM, sans vouloir le supprimer, a toutefois émis l'idée d'en modifier le barème. En effet celui-ci prévoit actuellement un taux de déduction fiscale de 30% jusqu'à 100 millions d'euros de dépenses de recherche, puis 5% au-delà. Qu'à cela ne tienne, les grands groupes fractionnent leurs dépenses de recherche entre leurs filiales, y compris celles créées pour l'occasion, afin de bénéficier du taux maximum. Ce député a donc émis l'idée que le seuil de 100 millions soit apprécié à l'échelle d'un groupe, et non de ses filiales, pour éviter la filouterie.

Le gouvernement s'est à nouveau empressé de rassurer les voleurs des grands groupes, en rejetant cette modification pourtant bien modeste. Il explique qu'il

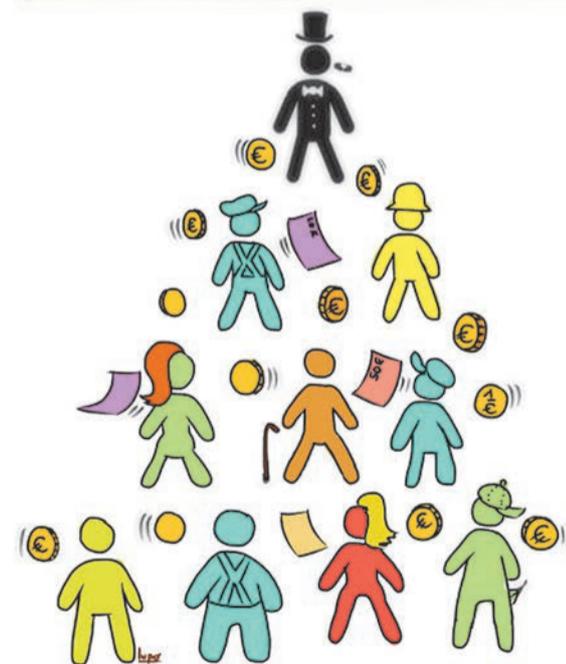
ne veut pas envoyer un mauvais signal aux investisseurs internationaux et risquer de compromettre ainsi «*l'attractivité de la*

France», façon de dire que son véritable but est bien de réserver l'impôt aux classes populaires.

En revanche, aux capitalistes de tout poil, autochtones ou évadés fiscaux, le gouvernement assure le paradis, fiscal évidemment.

Christian Bernac

Théorie du ruissellement



**Pour comprendre,
retournez l'image**



Chasse aux migrants : la police vous parle !

Le ministère de l'Intérieur s'est payé une publicité dans le quotidien régional *La Voix du Nord* pour relayer la politique gouvernementale de chasse aux migrants. Le titre se veut généreux : il s'agit de « sauver des vies ». Mais c'est en fait un appel à la délation.

Le ministère incite les habitants à signaler à la police tout indice révélant la préparation d'une tentative de traversée de la Manche sur une embarcation. En effet, depuis que les contrôles et les barrières se sont renforcés pour empêcher les migrants de monter dans les camions pour gagner l'Angleterre, ils sont de plus en plus nombreux à courir le risque de prendre la mer pour tenter le passage. Si un certain nombre parviennent à passer, d'autres se retrouvent en état d'hypothermie et finissent par lancer des appels de détresse, auxquels répondent les sauveteurs en mer ; et certains réfugiés sont morts.

Dans cette page, le ministère de l'Intérieur fait mine de s'adresser à la conscience de chacun et se pose en défenseur d'une cause humanitaire contre « le trafic d'êtres humains », dont sont responsables les réseaux de passeurs. Mais les passeurs n'existeraient pas si le droit de circulation et d'installation était reconnu à tout être humain. Alors, si l'État français, par la voix de son ministre, accuse les passeurs, c'est pour mieux masquer sa propre responsabilité.

Car c'est bien lui qui refuse d'accueillir dignement les migrants, qui dirige la traque quotidienne contre eux, qui criminalise ceux qui les aident. Il se garde bien

aussi d'expliquer que la situation dramatique des pays pauvres dont viennent les réfugiés est due aux ravages perpétrés par les grandes puissances, et en particulier par l'impérialisme français : il pille leurs richesses, y sème le chaos par ses interventions militaires, soutient et fait des affaires avec les gouvernements les plus

sanglants, pas gêné de leur vendre des armes.

Il est vrai que « traverser la Manche dans des embarcations non adaptées, c'est périlleux ». Mais être renvoyé dans son pays, à ses tortionnaires, sous les bombes ou dans la misère, n'est-ce pas périlleux ? Et devoir survivre ici dans des conditions insalubres et dans le dénuement, n'est-ce pas également périlleux ?

Cette page de propagande du gouvernement français ne fait qu'ajouter l'hypocrisie à l'ignominie.

Correspondant LO

Aide aux réfugiés : les policiers en flagrant délit de mensonge

Tom Ciotkowski, militant britannique de l'association Help Refugees, qui vient en aide aux migrants de Calais, est passé en procès à Boulogne-sur-Mer, accusé d'outrage et violences contre des policiers.

Le procureur avait requis contre lui quatre mois de prison avec sursis. Jeudi 20 juin, le tribunal l'a acquitté.

Les faits remontent au 31 juillet 2018. Alors qu'une patrouille de CRS chassait des migrants en contrebas de la rocade de Calais, brutalisant au passage les bénévoles qui les accompagnaient, Tom Ciotkowski a filmé la scène avec son téléphone, s'est approché d'un policier en lui disant « *On ne frappe pas une femme !* », puis a essayé de lire à voix haute son numéro de matricule. Furieux, le CRS l'a repoussé et l'a fait tomber à la renverse, sur le bord de la route où circulaient camions et voitures. Malgré tout, ce militant a eu la chance de ne pas être blessé.

La scène ayant été filmée sous plusieurs angles par les nombreux témoins, la juge n'a eu d'autre choix que d'acquitter le militant, dont l'innocence était manifeste. C'est bien la moindre des choses. Les policiers, après avoir porté plainte contre leur victime, ont

menti de façon tout à fait tranquille pendant le procès. Si la scène n'avait pas été filmée, Tom Ciotkowski n'aurait pu prouver son innocence et aurait sans doute été condamné à une peine de prison. Comme le dit un responsable d'Amnesty international : « *Si c'est un soulagement de voir prendre fin le calvaire de Tom Ciotkowski, n'oublions pas qu'il n'aurait jamais dû être inculpé. Son cas est emblématique des tentatives d'intimidation et des attaques auxquelles la police soumet des défenseurs des droits humains à Calais, au motif qu'ils viennent en aide aux migrants et aux réfugiés. Cette affaire reflète aussi une tendance européenne à criminaliser les actes de solidarité.* »

À son tour, Tom Ciotkowski a porté plainte contre trois policiers pour violences par agents dépositaires de la force publique, faux et dénonciation calomnieuse. Il ne compte pas en rester là, et il a mille fois raison.

Julie Lemée

L'État condamné à Grande-Synthe

Le 21 juin, le Conseil d'État a ordonné à la préfecture du Nord d'installer, sous huit jours, des points d'eau, des douches et des sanitaires en nombre suffisant près d'un gymnase de Grande-Synthe, près de Dunkerque, autour duquel vivent 700 migrants. Le préfet devra également mettre en place des équipes pour les informer de leurs droits.

C'est une victoire pour les associations, qui avaient d'abord été déboutées dans leur démarche par le tribunal administratif de Lille le 9 mai. C'en est une aussi pour le maire de Grande-Synthe et son équipe, qui depuis longtemps essaient d'accueillir les réfugiés de façon décente, malgré les obstacles administratifs et les multiples évacuations policières qui privent les

migrants de leurs abris et souvent même de leurs affaires personnelles.

Qu'il faille des procès à répétition et des mobilisations permanentes pour que des migrants obtiennent les moyens de satisfaire le minimum des besoins humains, voilà qui juge les discours pompeux des autorités sur le respect des droits de l'homme en France !

Sylvie Maréchal

SNU : coup de massue

Une vingtaine de jeunes engagés dans le Service national universel (SNU) ont fait un malaise mercredi 19 juin lors d'une cérémonie en l'honneur de De Gaulle à Évreux. En uniforme et immobiles, ils

n'ont pas supporté la chaleur étouffante.

Le SNU a été voulu par Macron pour remplacer le service militaire. Il prétend rendre la jeunesse plus responsable. Peut-être aurait-il mieux valu commencer par apprendre aux officiers les

bonnes réactions en cas de forte chaleur ?

Mais surtout, comme le dit la chanson du film *Avoir vingt ans dans les Aurès* à propos du service militaire : « Fous pas ton pied dans cette merde ! »

Exploitation: Arnault, médaille de bronze

Mardi 18 juin, l'agence de presse Bloomberg a annoncé que la fortune de Bernard Arnault avait franchi les 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros).

Ce patron du groupe de luxe LVMH, propriétaire de médias comme *Le Parisien* et actionnaire de Carrefour, devient par la même occasion le troisième homme le plus riche du monde derrière le fondateur de Microsoft, Bill Gates, et le patron d'Amazon, Jeff Bezos.

L'augmentation de la fortune d'Arnault est hallucinante. Depuis janvier 2019, elle s'est accrue de 30 milliards d'euros, soit le coût de la construction de 80 hôpitaux ou de près de 900 000 emplois payés à 1800 euros net, cotisations acquittées. Cela s'explique par la hausse de 40 % du cours de l'action LVMH et par l'augmentation de 20 % des profits du groupe. Autrement dit, par la spéculation. D'ailleurs cette folie

spéculative est telle, dans le monde capitaliste que ce même Arnault a pu gagner 2,8 milliards de dollars en une seule journée. C'est plus de 70 fois le salaire annuel du footballeur Neymar, déjà pas ridicule.

Mais l'ensemble de la fortune d'Arnault provient avant tout de l'exploitation des travailleurs, et notamment de ceux de LVMH et de Carrefour, qui vient d'ailleurs d'annoncer 3000 suppressions de postes. Si Arnault est devenu le plus riche des bourgeois français en héritant d'une importante et prospère entreprise du bâtiment, ce polytechnicien doit surtout son ascension à un énorme coup de pouce de l'État. En 1984, le gouvernement de gauche lui a permis de racheter pour une

bouchée de pain le groupe Boussac, un empire du textile en faillite. L'État lui a alors accordé de grosses subventions publiques et des prêts à des taux avantageux, en échange de quoi il ne devait ni licencier ni démanteler le groupe. Une fois l'accord passé, Arnault s'est bien sûr empressé de tailler dans les effectifs, de fermer des usines et de vendre ce qui ne lui rapportait pas assez, pour ne garder que deux pépites, Dior et le Bon marché, qui lui ont permis d'engranger d'énormes profits et de constituer un immense groupe basé sur le luxe.

Malgré cela, Arnault n'a jamais caché que ses amitiés politiques vont plutôt à droite. Il a été témoin du mariage de Sarkozy en 1996 et a fêté avec lui au Fouquet's sa victoire à la présidentielle de 2007. Avec le président actuel, les relations sont si bonnes qu'en 2018 il



a été l'un des deux grands patrons français à être invité par Macron à un dîner à la Maison-Blanche organisé par Trump. Les liens de LVMH avec l'État sont d'ailleurs si étroits que son conseil d'administration est truffé d'anciens hauts fonctionnaires. Enfin, cerise sur le gâteau, LVMH s'est attaché les services de Bernard Squarcini, ex-directeur des services secrets intérieurs et spécialiste des coups les plus tordus, dont le grand patronat ne peut se passer pour faire prospérer ses

affaires!

L'enrichissement des capitalistes comme Arnault est bien plus révoltant que celui des joueurs de foot. Et pas seulement parce que leurs fortunes sont bien plus énormes, mais surtout parce qu'ils possèdent les banques et les grandes entreprises qui leur permettent d'imposer leur dictature à toute la société, d'avoir l'État à leurs pieds et de voler les richesses créées par la collectivité, quitte à ruiner l'humanité entière.

Arnaud Louvet

Nantes: bavure policière à la Fête de la musique

Depuis samedi 22 juin, 5 heures du matin, on est sans nouvelles d'un jeune homme de 24 ans tombé dans la Loire, suite à l'intervention policière particulièrement violente qui s'est déroulée dans le cadre de la Fête de la musique à Nantes.

Chaque année, des jeunes se réunissent par milliers quai Wilson à Nantes, sur les bords de Loire, pour la Fête de la musique style techno party. Ce sont des quais désaffectés, déserts et non sécurisés côté fleuve, sans rambardes de protection. Il n'y a jusque-là jamais eu de problème.

La dizaine de DJ présents s'étaient mis d'accord avec la police pour couper le son à 4 heures du matin. Alors que 300 à 400 personnes se trouvaient encore sur place à danser au son d'un dernier morceau, dépassant légèrement l'horaire, la police est intervenue brutalement, sans sommations d'après les témoins, à coup de tazers, de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement, de lanceurs de balles de défense, de matraques et même à l'aide de chiens! Les CRS étaient appelés en renfort.

Une panique totale s'en est suivie dans la nuit et au milieu des gaz, provoquant la chute de quatorze personnes dans la Loire. Une patrouille de secours fluvial est rapidement intervenue pour les repêcher, mais une personne manquait toujours

à l'appel et ses proches et ses amis ont donné l'alerte pour que des recherches soient lancées dans le fleuve.

Depuis, l'IGPN (la police des polices) a été saisie, une enquête est en cours, mais déjà, au sein même des forces de police, le syndicat Unité SGP critique cette intervention musclée et démesurée, mettant ouvertement en cause le responsable qui en a donné l'ordre et qui serait coutumier du fait à Nantes.

Il n'est cependant pas besoin d'enquête pour se rendre compte que la police, de la Zad de Notre-Dames-Landes aux manifestations contre la loi El Khomry et à celles des gilets jaunes, a carte blanche de l'appareil d'État pour intervenir violemment sur tout ce qui bouge, et même, un soir de Fête de la musique, sur des jeunes tout à fait pacifiques!

Cette affaire suscite de l'émotion et de la révolte, et les réactions sont nombreuses à Nantes pour dénoncer ce qui s'apparente à une nouvelle bavure policière.

Correspondant LO



Le soir de la Fête de la musique à Nantes.

Police: CRS, mensonges et vidéos

Le 23 mars, à Nice, Geneviève Legay, militante d'Attac de 73 ans, s'était effondrée lors d'une manifestation de gilets jaunes, victime d'une charge de police. En raison de multiples fractures du crâne, elle a été hospitalisée deux mois.

Dans un premier temps, le procureur général avait affirmé qu'il n'y avait eu aucun contact entre les policiers et la victime. Mais des vidéos l'avaient obligé à revenir sur ses déclarations.

Une nouvelle preuve de la responsabilité de la police vient d'être publiée par

Mediapart. Dans un rapport écrit deux jours après la manifestation, le capitaine d'un escadron de gendarmerie mobilisé ce jour-là explique avoir refusé d'engager ses soixante-dix hommes dans la charge réclamée par le commissaire de police. Il estime que « ces ordres étaient disproportionnés face à la menace (foule calme) ». Il n'y avait donc pas « de nécessité absolue d'utiliser les armes pour charger la foule » et il a donc refusé d'obéir malgré les menaces du commissaire.

Malgré l'importance de ce rapport, qui indique

clairement que la violence était uniquement du côté policier, les avocats de Geneviève Legay constatent qu'il ne figure pas au dossier et que les gendarmes n'ont pas été auditionnés.

Pendant le mouvement des gilets jaunes, des dizaines de manifestants ont été blessés, souvent gravement et intentionnellement, par les forces de répression. Pour couvrir les auteurs et surtout sa propre responsabilité, mensonges et impunité ont été et restent la ligne de conduite du gouvernement.

Christian Bernac

Iran-États-Unis : le gros bâton américain

Pas un jour ne passe sans que Trump ne profère une menace supplémentaire à l'encontre de l'Iran.

Après la politique d'embargo, entraînant des privations, du chômage et une hausse des prix galopante qui affament la population pauvre, Trump est passé aux menaces militaires par l'envoi de troupes et d'une flotte de guerre pour renforcer l'armada déjà présente dans la région.

Suite à la destruction d'un drone américain dans l'espace aérien iranien le 20 juin, Trump a encore franchi un palier en mettant en scène une comédie odieuse. Il a déclaré avoir stoppé une attaque aérienne américaine, éprouvant des scrupules dix minutes avant des bombardements qui auraient pu, selon ses dires, coûter la vie à 150 Iraniens. Et de se présenter quasiment en sauveur et en humaniste ! Enfin, le 24 juin, après avoir évoqué pendant 48 heures de possibles discussions, le président américain a resserré l'embargo, gelé les avoirs à l'étranger de certains dignitaires iraniens et livré le fond de sa pensée : l'Iran

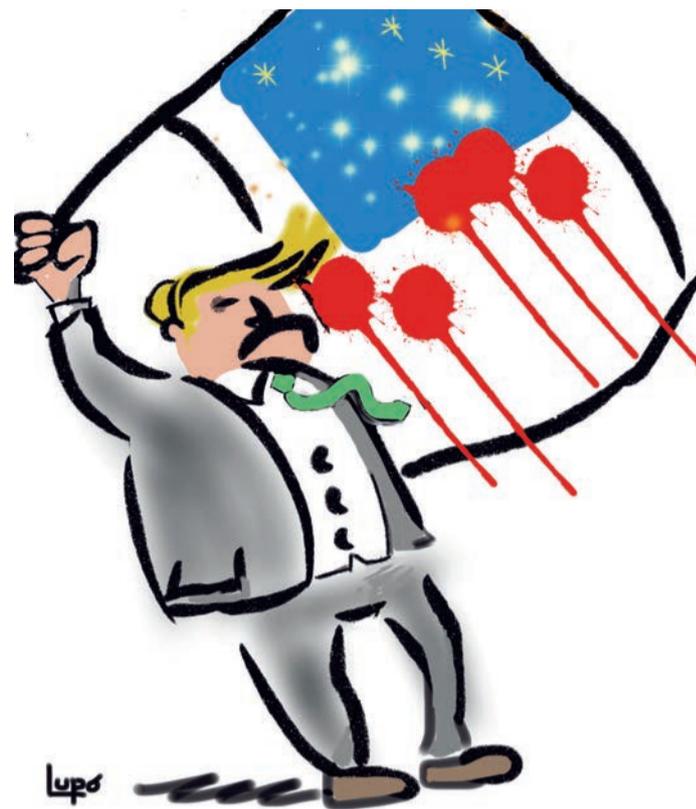
doit se soumettre aux diktats de l'empire américain, son régime doit plier le genou ou se démettre, faute de quoi le pays sera ravagé par la faim d'abord, par le feu si nécessaire.

Le président américain se donne à peine le mal d'inventer de pauvres justifications politiques à cette escalade. Qui saura jamais d'où venaient les tirs, attribués par Trump aux Iraniens, qui ont endommagé des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, à deux reprises, en mai puis en juin ? Au-delà, qui pourrait croire que l'armée américaine, soutien indéfectible de toutes les dictatures au monde, à commencer par celle qui règne en Arabie saoudite, combat pour la liberté du peuple iranien ? De plus, trente ans de dictature des mollahs à Téhéran n'ont sans doute pas suffi à faire oublier la terreur instaurée par le régime précédent, celui du chah, grand ami et allié stipendié des États-Unis.

Les déclarations fracassantes de Trump, sa pose

permanente, son souci évident de se mettre en scène en vue de sa réélection, ne doivent pas masquer l'essentiel : quel que soit le président au pouvoir, l'État américain reste le gendarme du monde, qui se charge de faire respecter l'ordre impérialiste. Pour ce faire, l'État américain a, comme ses prédécesseurs et alliés français et britannique, envahi, bombardé, occupé nombre de pays et soutenu les régimes les plus sanglants sur tous les continents.

Depuis longtemps l'aviation américaine, suivie de celles de ses alliés, de la France à l'Arabie saoudite en passant par la Grande-Bretagne et Israël, s'est arrogé le droit de frapper où et qui elle veut, sans avoir à rendre de comptes à qui que ce soit, sans même encourir de reproche, ou à peine, de son opinion publique. Aujourd'hui encore, les États-Unis veulent que les peuples montrant tant soit peu d'indépendance rentrent dans le rang, du Venezuela à Cuba en passant par l'Iran. Et on voit dans les ruines en Irak, dans les villes éventrées de Syrie, dans les camps de réfugiés du monde



entier, ce que peut signifier la paix américaine.

Cette multiplication des conflits et des interventions impérialistes est aussi une conséquence de la crise économique. Ainsi ont augmenté le nombre et la gravité des foyers de cette guerre permanente qui accompagne depuis toujours l'exploitation du travail, au risque de transformer une série de guerres

locales en une guerre générale. Dans cette situation, le gros bâton américain, son budget militaire faramineux, ses flottes écrasantes, son réseau de satellites, semblent invincibles. Ce serait oublier que les crises et les guerres peuvent aussi être grosses de révolutions, dans les métropoles comme dans les pays opprimés.

Paul Galois

Trump aux Palestiniens : une poignée de dollars et beaucoup de mépris

À l'initiative des États-Unis, une conférence s'est ouverte mardi 25 juin à Manama, capitale du royaume de Bahreïn. Pompeusement intitulée **De la paix à la prospérité, elle est censée discuter d'un plan d'aide économique aux Palestiniens.**

Depuis son élection, Trump n'a cessé de multiplier les gestes de soutien au gouvernement de Netanyahu, le plus à droite qu'ait connu Israël, et à sa politique de

colonisation. Parmi les gestes les plus spectaculaires, il a déplacé l'ambassade américaine à Jérusalem, reconnaissant ainsi officiellement l'annexion de cette ville par l'État

israélien.

Malgré tout, pour ne pas être en reste vis-à-vis de ses prédécesseurs, et afin de montrer qu'il assume son rôle de dirigeant de la première puissance en charge du maintien de l'ordre du monde, Trump se targuait d'avoir un plan pour régler le conflit israélo-palestinien. Cette conférence, qui est

censée en constituer le volet économique, montre en quoi ce plan consiste : offrir une poignée de dollars aux Palestiniens en échange de leur renoncement à revendiquer le droit à disposer de leur propre État. Une politique qui est bien digne de la mentalité d'un homme d'affaires persuadé que tout peut s'acheter.

L'administration américaine a évoqué l'objectif de lever plus de 50 milliards de dollars en dix ans pour financer des projets d'infrastructures, pour l'éducation, le tourisme et le commerce. Ces fonds seront-ils réunis ? Rien n'est moins sûr. D'autant que certains organismes hésitent à financer des équipements que l'armée israélienne peut détruire à tout moment, comme elle l'a fait à plusieurs reprises à Gaza.

L'administration américaine a pu trouver, parmi ses alliés arabes les plus proches, des États pour se faire les complices de cette opération politique, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Jordanie, qui ont envoyé une délégation.

Mais les Palestiniens, qui sont tout de même les

principaux intéressés, ont déclaré qu'ils ne participeraient pas à cette conférence. « Commencez par arrêter le vol par Israël de notre terre, de nos ressources et de notre argent, donnez-nous la liberté de mouvement et le contrôle sur nos frontières », a déclaré à juste titre une conseillère du président de l'Autorité palestinienne.

Il faut tout le cynisme de Trump pour oser parler de développement économique quelques mois après avoir pris des mesures qui vont aggraver dramatiquement les conditions de vie des populations palestiniennes, comme la réduction de plus de 500 millions de dollars des aides aux Palestiniens et l'arrêt du financement de l'agence de Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

Rien ne peut sortir de cette conférence. Tant que l'État israélien continuera de bafouer les droits des Palestiniens et de les réprimer, aucune paix ne sera possible dans la région. Et pour ce qui est de la prospérité, l'impérialisme est bien incapable de l'apporter à quelque peuple que ce soit.

Marc Rémy



Manifestation à Ramallah contre le plan Trump.

Turquie : une claque pour Erdogan et son gouvernement

Après celles du 31 mars dernier, une élection municipale avait lieu une deuxième fois le 23 juin à Istanbul. Pour Erdogan et le candidat de son parti, Binali Yildirim, cela a été une défaite cuisante. Le candidat de l'opposition, du parti CHP, dit social-démocrate, a été élu maire de la grande ville du Bosphore, avec cette fois 806 000 voix d'avance, bien plus que les 13 000 voix d'avance d'il y a trois mois.

Erdogan, dont la carrière politique a commencé à la mairie de cette ville, a souvent répété que « remporter Istanbul, c'est remporter la Turquie ». C'est sans doute la raison pour laquelle lui et son gouvernement ont tout fait pour tenter de garder la direction de cette municipalité qui, avec ses 16 millions d'habitants et un tiers du PIB (produit intérieur brut), a une place de premier plan dans l'économie turque.

Erdogan et son parti l'AKP avaient donc fait annuler les élections du 31 mars en faisant pression sur la Haute Commission électorale, prétextant des fraudes qu'ils n'ont jamais justifiées. En réalité, s'il y a eu des fraudes, elles étaient plutôt de leur fait.

L'AKP, qui le 31 mars a déjà perdu les municipalités de nombreuses grandes villes, dont la capitale Ankara, a donc tout tenté pour



Un meeting d'Ekrem Imamoglu en juin à Istanbul.

reconquérir celle d'Istanbul. Cela n'a fait qu'accroître sa défaite. Après avoir gardé une large assise dans les classes populaires tant que la situation économique était bonne, l'AKP et Erdogan payent les conséquences de la dégradation rapide de celle-ci. La dégradation des conditions de vie, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation incessante du chômage entraînent un mécontentement croissant, contre lequel les discours agressifs du président, traitant tous

ses adversaires de terroristes n'ont plus prise. On l'a vu avec les résultats du vote du 23 juin.

Enfin, les représentants du grand patronat turc, inquiets de la situation, ont pris ouvertement position contre le gouvernement AKP. Les dirigeants des États-Unis et de l'Union européenne aimeraient aussi visiblement qu'une alternative à Erdogan et à son gouvernement se dégage. Cette fois, après de nombreuses tentatives, c'est le parti CHP qui apparaît comme le mieux à même d'en constituer une.

Ekrem Imamoglu, le candidat du CHP qui vient de conquérir la mairie, a réussi à s'afficher comme un homme nouveau et sympathique, proclamant dans ses slogans qu'avec lui tout va bien se passer. Et, ce qui ne gêne rien sur le plan électoral, il s'est affiché dans les mosquées d'Istanbul durant le ramadan en s'affirmant bon musulman. Il s'est aussi adressé à Erdogan en disant « être prêt à travailler

avec lui ». Dans sa campagne électorale, le CHP n'a pas non plus hésité à s'allier avec des partis de la droite nationaliste.

Le CHP est maintenant installé dans une situation confortable d'opposant face au gouvernement Erdogan, alors que celui-ci, malgré les coups de menton et les vagues de répression tous azimuts, ne réussit pas à sortir d'une crise catastrophique qu'il devra pourtant continuer à gérer. On peut maintenant se demander si celui que l'on appelle le « sultan » arrivera au bout des quatre années de présidence qu'il lui reste à accomplir.

Quant aux travailleurs, aux jeunes, aux couches populaires, aux Kurdes à qui le pouvoir continue de nier des droits élémentaires, ils seront peut-être encouragés par la défaite politique d'Erdogan. Mais, pour eux, mieux vaudra se fier à leurs propres mobilisations qu'aux promesses du CHP et de son homme « nouveau ».

Julien Silva

Italie : la surenchère de Salvini contre les migrants

« L'Union européenne veut résoudre le problème Sea-Watch ? C'est facile. Le bateau est hollandais, l'ONG allemande : une moitié de migrants à Amsterdam, l'autre moitié à Berlin et confiscation du bateau pirate. Point. » Avec ce tweet provocant, Salvini, le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, a justifié son choix d'interdire l'entrée des eaux territoriales italiennes au Sea-Watch 3.

Depuis le 12 juin en effet, le navire de l'ONG du même nom tourne au large de Lampedusa, avec à son bord 42 des 53 migrants recueillis sur un canot pneumatique parti de Libye. Si onze de ces migrants, dont des femmes enceintes et un homme malade, ont finalement été autorisés à débarquer au bout de trois jours, les conditions de vie sur le navire se font de plus en plus difficiles pour les réfugiés restants et l'équipage du Sea-Watch 3. Peu importe à Salvini, qui multiplie les insanités contre les militants humanitaires et les migrants. Les premiers seraient « des pirates », « des délinquants complices des passeurs », « des criminels irresponsables », tandis que les seconds sont, au mieux, traités de pauvres diables crédules, au pire de « profiteurs recherchant la belle vie ».

Aurolé de la victoire de son parti, La Ligue, aux élections européennes, Salvini s'est empressé de faire passer son décret-sécurité le 14 juin. Après l'interdiction d'accoster dans les ports italiens, il interdit désormais aux bateaux des ONG de stationner dans les eaux

territoriales et les menace d'une amende de 3 500 à 5 500 euros par migrant qui serait débarqué en Italie.

Salvini joue des muscles et multiplie les attaques contre les migrants et leurs soutiens, au nom des intérêts et de la sécurité de la population italienne. Et ce ne sont pas les déclarations humanitaires des dirigeants de l'Union européenne qui peuvent le gêner, étant donné le silence embarrassé de nombreux pays membres, qui abandonnent aux pays du sud de l'Europe le soin de gérer l'arrivée des migrants. Il n'est que trop facile pour Salvini de souligner cette

hypocrisie.

Sa politique ne part pas de rien en Italie même. Si aujourd'hui des dirigeants du PD, le parti de centre-gauche, s'indignent du traitement infligé aux migrants, c'est Marco Minniti, le ministre de l'Intérieur du gouvernement de centre-gauche de Renzi, qui avait initié en son temps la campagne contre les ONG accusées de complicité avec les passeurs et qui avait mis en place des accords permettant de parquer les migrants dans des camps libyens.

Salvini rajoute aujourd'hui une couche de mesures indignes. Leur conséquence directe tient dans le recensement macabre effectué par l'Organisation internationale pour les migrations : depuis le début de l'année, 555 personnes ont perdu la vie en tentant la traversée de la Méditerranée, soit plus de trois morts par jour.

Nadia Cantale



Égypte : pas de politique dans le football... ni ailleurs !

Le 21 juin débutait au Caire la Coupe d'Afrique des nations. Deux jours plus tard, un jeune supporter algérien, venu soutenir son équipe lors du match face à celle du Kenya, a été arrêté par la police égyptienne. Il n'a été libéré, le lendemain, qu'après l'intervention de l'ambassade d'Algérie.

Dans son enthousiasme, ce jeune aurait apporté une pancarte portant, en arabe, le slogan des manifestants algériens « Qu'ils partent tous ! ». Tout symbole politique serait proscrit par la FIFA, prétendent les autorités égyptiennes pour se couvrir. En réalité, c'est toute opposition à la politique du dictateur Sissi et de l'armée qui est proscrite – et le mot est faible – depuis le coup d'État de l'été 2013.

Lors des matches de

football, dont les clubs de supporters sont de longue date politisés, toutes les précautions sont prises par le pouvoir. Depuis les émeutes lors d'un match à Port-Saïd, en 2012, où 72 spectateurs étaient décédés, les rencontres se déroulent sous haute surveillance. De plus, le prix élevé des tickets d'entrée ainsi que l'obligation d'être en possession d'une carte de supporter délivrée par les autorités écartent bien des jeunes ouvriers ou chômeurs.

Malgré tout, Sissi pouvait se sentir visé, lui et l'état-major, par le mot d'ordre des manifestants d'Algérie, affiché dans les mains d'un jeune et proclamant « Qu'ils partent tous ! ». Au fond, c'est à juste titre.

Viviane Lafont

EDF : le fiasco de l'EPR

« Fiasco, nouveau coup dur, fatalité qui s'acharne sur l'EPR de Flamanville, etc. » c'est ainsi que la presse a qualifié la décision de l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) d'imposer à EDF de refaire huit soudures situées dans des endroits particulièrement inaccessibles du réacteur nucléaire en construction.

Il n'y a pourtant pas de fatalité dans l'histoire de ces soudures qui résume assez bien l'in vraisemblable incompétence qui domine le chantier depuis le début.

Ces soudures ont été réalisées en usine, en 2012 et 2013, par Framatome (ex-Areva). Mais il semble qu'EDF n'avait pas transmis à Framatome les prescriptions exactes concernant les pourcentages des métaux à utiliser. Faute de quoi ces soudures risquent de mal se comporter en cas de chaleur intense.

Le problème a, semble-t-il, été détecté en 2015 en usine, mais l'ASN n'en a été informée qu'en 2017. En avril 2018, l'ASN dénonçait des « défaillances humaines et organisationnelles », « un manque de rigueur des fournisseurs » et « une insuffisance du système de surveillance mis en place par EDF ».

On aurait pu s'attendre à ce qu'EDF fasse refaire en usine les soudures incriminées. Certes, cela aurait pris un peu de temps, mais

EDF a préféré choisir la pire des solutions : passer outre et donc introduire les soudures dans le corps du réacteur, en espérant que l'ASN laisserait faire. Dans une usine ordinaire cela aurait peut-être pu passer, mais le nucléaire heureusement est sous surveillance.

En fin de compte l'ASN a refusé d'homologuer l'installation, et EDF n'a plus qu'à faire refaire correctement les soudures de ses tuyauteries situées au cœur du réacteur, un énorme travail qui prendra beaucoup de temps et d'argent.

Cette affaire est à l'image de la façon dont le chantier de l'EPR a été géré depuis le début. Il a démarré en 2007 et était prévu pour durer cinq ans, jusqu'en 2012, et coûter 3,5 milliards d'euros. Mais, en 2008, lors d'une inspection de routine, l'ASN découvrait que le radier devant supporter la centrale présentait des fissures, que le ferrailage était parfois absent, et que certaines soudures étaient de mauvaise qualité. Cette partie



L'EPR de Flamanville.

des travaux se faisait sous la direction de Bouygues. L'ASN a alors parlé « d'un manque de rigueur qui est inacceptable ».

Début 2009, on découvrait, en cours de construction, que les deux systèmes de contrôle et de commande de l'EPR devant diriger la centrale en cas de panne étaient dépendants l'un de l'autre, et non pas indépendants ! Cette erreur de conception invraisemblable aurait dû être corrigée dès le début, mais EDF et Areva s'étaient lancés dans la construction d'un type de réacteur qu'elles ne maîtrisaient pas, pour disposer rapidement d'un modèle vendable à l'exportation. Douze ans plus tard, rien n'est achevé et la facture a été multipliée par trois.

On peut comprendre que la réalisation d'un prototype puisse entraîner des

retards et des dépenses supplémentaires, mais pas au point de crever ainsi tous les plafonds. D'autant que c'était loin d'être fini. En 2011, on découvrait dans les enceintes du futur réacteur « des piliers de béton percés comme du gruyère ou grêlés, de nombreux nids de cailloux, l'absence de nettoyage des fonds de coffrage, etc. ». D'où la nécessité de couler du béton là où il le fallait, et un an de retard supplémentaire.

Cela a continué en mars 2012 avec la découverte que les 45 consoles métalliques – dont chacune pèse près de cinq tonnes – qui soutiennent le pont roulant chargé d'introduire et de retirer le combustible nucléaire présentaient des défauts de soudure. Il fallait toutes les remplacer, au prix d'un nouveau retard et de nouvelles dépenses.

En 2015, on découvrait que la cuve d'acier, l'élément fondamental où a lieu la fission des atomes, n'avait pas la composition correcte : le pourcentage de carbone trop important à certains endroits fragilisait la cuve, le seul élément du réacteur qu'on ne peut pas changer...

L'ASN a alors accepté quand même la cuve, mais pas le couvercle, qui devra être changé en 2024 à condition que le réacteur soit fini d'ici là. On découvrait à

cette occasion, que la forge du Creusot avait falsifié des rapports de qualité.

En juillet 2018, on découvrait encore 150 soudures de tuyauterie à refaire. Et pour finir (au moins pour l'instant) s'ajoutent les huit mauvaises soudures qu'EDF avait cru bon, tout en sachant qu'elles étaient suspectes, d'introduire au cœur du réacteur.

Dans tout cela, on peut être surpris par le manque de surveillance, l'incompétence et la multiplication des malfaçons, en grande partie le résultat de la sous-traitance en cascade qui, si elle ne fait pas fonctionner l'EPR, est néanmoins certainement une belle source de profits pour quelques-uns. En attendant, aucun responsable n'a été sanctionné. EDF n'a pas été cité à comparaître devant un tribunal.

Ses dirigeants ont continué d'agir dans l'impunité totale en gaspillant l'argent des usagers qui payent pour les dépenses d'EDF.

Ni Bouygues ni d'autres n'ont été condamnés à payer pour leurs malfaçons et leurs erreurs.

Si le nucléaire comporte des dangers, l'irresponsabilité de dirigeants qui sacrifient tout, à commencer par la sécurité, à la recherche du profit est encore plus dangereuse.

André Victor

PSA : inauguration royale

Le 20 juin, le roi Mohammed VI a inauguré l'usine de Kenitra. Elle produit des moteurs de 208 depuis décembre et devrait à terme employer 2500 salariés, plus 1000 autres en sous-traitance. D'après le ministre marocain de l'Industrie, il y aura au total, avec les équipementiers,

19000 emplois.

Il n'a pas évoqué les avantages offerts sur un plateau à PSA, dont l'usine bénéficie des conditions fiscales et douanières d'une zone franche.

Quant aux salaires ouvriers, très loin derrière ceux pratiqués en France, il n'en a bien sûr pas été

question.

C'est ainsi que les patrons de PSA, au nom de la compétitivité, mettent en concurrence les travailleurs en France et au Maroc... D'une rive à l'autre de la Méditerranée, les travailleurs devront entrer en lutte pour leurs intérêts communs.

Guadeloupe : colère contre le manque d'eau !

En Guadeloupe, les habitants du Gosier se sont mobilisés lundi matin 24 juin contre les coupures d'eau. Depuis le 28 mars, ils sont privés d'eau. Ils ont érigé des barrages dans le bourg pour se faire entendre.

Des membres du collectif des habitants ont été reçus par le maire et par des représentants du Siaeg (Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe). Dans l'après-midi, ils ont obtenu l'engagement d'avoir de l'eau immédiatement, une réorganisation des tours d'eau, et deux surpresseurs.

C'est un bon exemple à suivre par les habitants des communes qui depuis des années subissent des coupures d'eau incessantes et longues.

Une colère sourde existe un peu partout en Guadeloupe face à ce problème du réseau d'adduction d'eau qui est pourri. L'île est pourtant bien arrosée et les nappes

phréatiques bien remplies. L'État et les assemblées locales promettent de régler ce problème en remplaçant

plusieurs kilomètres de canalisations. Mais voilà, les usagers de l'eau sont las d'attendre. Et il est possible

que d'autres manifestations de colère suivent celle de Gosier.

Pierre Jean-Christophe



Barrage au Gosier le 24 juin.

Banques : bénéfices en hausse, emplois en baisse

Les banques françaises continuent à voir leurs effectifs diminuer. Fin 2018, selon l'Association française des banques (AFB), ils n'étaient plus que 362 800 salariés, soit 18 200 de moins qu'en 2011.

Les banques ne cessent pourtant de faire de la publicité sur le fait qu'elles embauchent, mais les nouveaux venus ne remplacent pas tous ceux qui partent. Les causes de ces départs sont bien connues : les banques ferment en particulier les agences de proximité ou réduisent leur personnel. En 2020, on ne devrait plus en compter que 32 500, soit 13 % de moins qu'en 2016. Pour la population, et surtout sa frange la plus modeste, ce sont autant

de difficultés supplémentaires avec l'obligation de recourir à des services informatiques avec lesquels tous ne sont pas forcément à l'aise. Mais qu'importe, l'objectif des banques est clairement affiché, il faut aller vers la « banque en ligne et le numérique » et les fermetures d'agences vont continuer.

Dans les sièges des banques, c'est la même chose, les départs ne sont pas remplacés et prenant pré-



Rassemblement de protestation devant l'agence fermée à Guerlesquin en Bretagne.

accélérée, les banquiers embauchent désormais 63% des nouveaux salariés à un niveau minimum Bac + 4. Selon l'Observatoire des métiers de la banque, « les besoins sont très nombreux dans les métiers de l'informatique, des risques... ou encore dans les métiers de la finance ».

Cette baisse des effec-

tifs est une politique appliquée par tous les banquiers, car réduire la masse salariale augmente d'autant les bénéfices. Et même si, en 2018, les sept plus grandes banques françaises annonçaient 25,43 milliards d'euros de bénéfices, elles n'en ont jamais assez.

Les banques auraient

largement les moyens de maintenir les emplois, voire d'embaucher, mais elles n'en ont aucunement l'intention. Entre embaucher et augmenter leurs profits, même si cela est synonyme de chômeurs en plus et de conditions de travail dégradées pour ceux qui restent, elles ont choisi.

Cédric Duval

Ratp bus : la climatisation peut attendre

Avec les fortes chaleurs, la conduite des bus parisiens est pénible. Pour les voyageurs, c'est aussi un calvaire.

La très grande majorité des bus ne sont pas équipés de climatisation, suite à un choix de la RATP et de la Région de les acheter sans cette option, voire de faire démonter la climatisation

comme ce fut le cas sur des bus hybrides. C'est aberrant.

Interpellée ces dernières années par des associations d'usagers, la RATP, gênée, avait répondu que c'était par souci écologique. Est-ce

que cette préoccupation amène la direction à n'utiliser aucune climatisation dans ses bureaux ? C'est pure hypocrisie car ce qui gêne la RATP est d'avoir à entretenir des systèmes de climatisation à bord de centaines de bus. Cela représente une certaine charge

de travail pour la maintenance alors que la direction y réduit les effectifs de mécaniciens.

L'an dernier, Péresse, la présidente de Région, a annoncé qu'elle décidait l'achat de bus climatisés dès 2019 pour la RATP. Mais avant que des bus neufs

n'arrivent, on use les vieux jusqu'au bout. Et, ironie, ce sont les plus vieux diesel, en service depuis quinze ans, qui ont la climatisation, mais sur très peu de lignes.

Alors il faudra encore suer au volant et dans les bus pendant quelques années.

Correspondant LO

Toilettes des gares parisiennes : aux ch... les exploitants !



Lors d'une précédente grève des travailleuses des toilettes.

Les femmes de ménage assurant l'hygiène des toilettes de plusieurs gares parisiennes, dont la gare du Nord, la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz, sont en grève depuis le 24 juin, soutenues par la CGT. Elles se battent pour garder leur emploi et leurs conditions de travail.

La gestion des toilettes a été sous-traitée en 2015 par la SNCF à l'entreprise 2theloo (« aux toilettes » en anglais), qui a ensuite elle-même sous-traité le ménage à Derichebourg, dans le cadre d'un contrat qui s'arrête en 2019. En quelques années, les femmes de ménage, qui travaillent souvent depuis plus de dix ans, ont donc vu les patrons défiler. À plusieurs reprises, ceux-ci ont essayé de les

laisser sur le carreau ou de s'en prendre à leurs conditions de travail. Alors elles se sont battues. En 2015, elles ont fait grève neuf jours contre 2theloo. Elles ont aussi fait grève en 2016, au moment du passage à Derichebourg, et en mai 2019. C'est à ce prix qu'elles sont restées en place.

Le donneur d'ordre, la SNCF, se défait bien entendu sur les sous-traitants. Mais c'est bien elle la

responsable de leur situation et de leurs conditions de travail. Et celles-ci sont difficiles : la nuit, elles sont souvent seules dans des toilettes où violences et drogue sévissent.

À présent, l'entreprise 2theloo refuse de les reconduire. Elle n'a proposé que huit postes sur 30, et encore ! Il s'agirait de postes au rabais, sans leur ancienneté, sans majoration salariale de nuit ; les deux jours de repos hebdomadaires passeraient à un jour, etc. Cela s'accompagne de propos méprisants : elles se sont entendu dire qu'elles étaient trop âgées, et que les agents de toilettes devraient être maquillées ! Quant à leur employeur Derichebourg, il affirme qu'elles garderaient leurs conditions de travail à condition d'accepter la mobilité.

Les femmes de ménage ont l'expérience de leurs luttes passées, face à d'autres chantages. Elles sont bien décidées à imposer le respect aux patrons du ménage.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Les fables de la direction

En AD, la fontaine ne fonctionne plus. Il fait chaud dans les ateliers, il faut boire, bien s'hydrater comme la direction le répète dans ses annonces.

Ce n'est pas avec ses fables qu'on pourra le faire à la fontaine du Ferrage.

Renault-Flins Tôlerie Peinture

Chaleurs fortes, mesures faibles

Face à la canicule, la direction, et les patrons en général, répètent comme des perroquets : « hydratez-vous, buvez de l'eau... ».

La belle affaire ! Ce qu'il faudrait lors de fortes chaleurs, c'est réduire le temps de travail. Et si la direction ne l'entend pas, plutôt que de suer au boulot, allons prendre le frais dans les salles climatisées.

SNCF TPE Noisy-le-Sec

Migration climatique

Au vestiaire 3H, la clim est en panne. La direction attend une pièce qui doit arriver.

Nous aussi, on peut attendre que cette pièce arrive... et si on allait s'installer aux terrasses des cafés, on la verrait peut-être arriver en taxi !

PSA Peugeot-Citroën Saint-Ouen

Une distribution au compte-gouttes

Avec ces fortes chaleurs, la distribution d'eau dans les ateliers reste la seule solution pour un patron.

Comme il n'y a pas de petits profits, certains patrons, comme à Fuji, vont jusqu'à distribuer des bouteilles de 50 cl au lieu d'1,5 l dans d'autres usines !

Faurecia-Fuji - Pmtc

Urgences : tout ira très bien, madame la marquise

« *Tout est prêt dans les hôpitaux, les Ehpad... Nous suivrons la situation au jour le jour* » : c'est ce qu'Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, a répondu à des journalistes l'interrogeant sur les préparatifs du gouvernement en vue de la canicule.

Pourtant, avant même que la chaleur n'amène de nouveaux patients aux Urgences, les infirmiers et aides-soignants en grève dénoncent les conditions de travail et d'accueil intolérables. Dans les services d'urgence, peut-être encore plus que dans les autres services hospitaliers, il manque du personnel pour faire face à l'afflux de patients. Les malades attendent des heures, s'entassent sur des brancards dans les couloirs ou a deux dans des box individuels. La surcharge de travail qui pèse sur les soignants est constante.

Cela fait trois mois qu'a commencé à Paris ce mouvement, qui touche à présent 130 services d'urgence dans le pays. La ministre Buzyn est gênée par cette contestation qui dure et que n'a pas su arrêter Martin Hirsch, le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, qui multiplie les séances de négociation avec les syndicats, sans toutefois donner satisfaction aux

grévistés. À la mi-juin, la ministre a commencé à lâcher du lest en débloquant des fonds pour généraliser et augmenter un peu une prime de risque spécifique aux Urgences et pour renforcer les effectifs durant les congés d'été.

C'est bien trop peu pour les travailleurs hospitaliers mobilisés, qui réclament 300 euros d'augmentation

et l'embauche d'au moins 10 000 nouveaux collègues pour les soulager. Le collectif inter-urgences veut accentuer la pression sur le gouvernement et appelle, avec les fédérations santé des syndicats CGT, SUD et FO, à une journée nationale de mobilisation le 2 juillet.

Pour les travailleurs des autres services hospitaliers aussi, cela pourra être l'occasion de dénoncer la situation générale des hôpitaux, en se joignant aux revendications et au mouvement de leurs collègues des Urgences.

Lucien Déroit

La ministre de la santé au chevet du service des urgences



Sanofi : fossoyeur d'emplois, gaveur d'actionnaires

Le 19 juin, Sanofi a annoncé la suppression de près de 500 postes en recherche et développement. Depuis le début de l'année, c'est le troisième plan de suppression d'emplois.

Au mois de mars, une procédure de rupture conventionnelle collective détruisait plus de 700 postes de travail dans les fonctions support. À peine un mois plus tard, un plan dit de sauvegarde de l'emploi (PSE) annonçait à près de 250 visiteurs médicaux qu'ils allaient perdre leur emploi. Maintenant, Sanofi annonce la suppression de 466 postes dans les services de recherche et développement, dont 299 en France et le reste en Allemagne.

Comme à chaque fois, comme à chaque plan de suppression d'emplois, la direction parle de mobilité interne, de repositionnement, d'exclusion de tout licenciement pour motif économique, de départs volontaires exclusivement...

Comme à chaque fois, dans les discours, il est question de relever les

défis médicaux de demain, d'améliorer la vie des patients, la santé de millions de personnes à travers le monde.

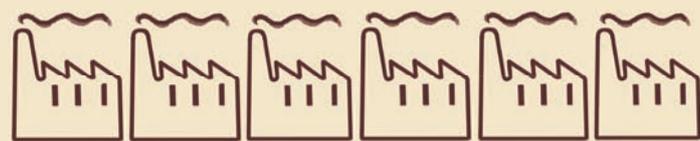
La réalité est plus prosaïque. Comme tous les industriels, Sanofi a pour seul objectif d'augmenter ses bénéfices et son taux de profit, et d'en distribuer le maximum à ses actionnaires sous forme de dividendes. En la matière, ce poids lourd de la pharmacie ne se débrouille pas trop mal, lui qui en 2017 a enregistré un chiffre d'affaires de 35 milliards d'euros et un bénéfice net de 8,4 milliards (soit une marge de 24 %), dont il a distribué plus de la moitié (4,6 milliards) à ses actionnaires sous forme de dividendes.

Dans ce fonctionnement, qui n'a vraiment pas grand-chose à voir avec l'amélioration de la vie des

patients mais plutôt avec l'amélioration des profits, la direction au service des actionnaires freine sur toutes les dépenses. Des fonctions support à la recherche en passant par les visiteurs médicaux, elle taille dans les emplois, elle recourt à la sous-traitance, elle externalise, elle ferme des bâtiments, elle supprime des secteurs jugés insuffisamment rentables. Des milliers d'emplois sont ainsi supprimés!

La seule façon d'arrêter cette hémorragie serait la mobilisation collective de tous ceux qui, par leur travail, dans les labos, les usines et les bureaux, engraisent les actionnaires. Depuis la paillasse jusqu'à la boîte de médicament délivrée en pharmacie, en passant par toutes les étapes de la fabrication, du contrôle et des affaires réglementaires, ce sont eux qui font la richesse de Sanofi.

Sophie Gargan



Dans nos bulletins d'entreprise

N'importe quoi!

Régulièrement, mais encore ce week-end, les Urgences pédiatriques saturent. Une des causes, c'est le manque de lits disponibles en Pédiatrie et en Chirurgie enfants.

Non seulement, il n'y a pas assez de place (avec le personnel qui va avec), mais ça manque aussi parfois de lits « mobiliers » à la taille du jeune hospitalisé. C'est le pompon!

CHRU Lille

Grève contagieuse

La semaine dernière, grève à l'Hémato-oncologie. Tout le personnel était en grève. La direction a lâché un poste d'IDE.

Un exemple à suivre.

Centre hospitalier de Beauvais

New Look en liquidation : plusieurs magasins occupés

En redressement judiciaire depuis mars, et en l'absence de repreneur, la société britannique de vêtements New Look a demandé la liquidation judiciaire de sa filiale au tribunal de commerce de Paris. Elle devait être prononcée mercredi 25 juin.

Au Royaume-Uni, cette enseigne a annoncé il y a un an la fermeture de 60 magasins et la suppression de 980 emplois. Elle a déjà fermé tous ses points de vente en Chine et en Belgique et refuse d'abonder le plan social de la filiale française.

Les 400 travailleurs concernés en France, dont 350 sont en CDI, se tournent maintenant vers le ministère du Travail. Leur avocate souligne cependant : « Il n'est pas acceptable que ce soit au final l'État et les salariés français qui soient les dindons de la farce des choix stratégiques du groupe. » Celui-ci dispose par ailleurs d'un fonds d'investissement sud-africain et a déjà reçu de l'État français plus d'un million d'euros au titre du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi).

Le ministère du Travail s'est engagé à écrire à la direction britannique pour

exiger l'abondement du plan social et de la trésorerie de la filiale. Mais des travailleurs, déjà alertés en septembre 2018 quand commençaient les bruits de fermeture, ont décidé de se remobiliser. Ils occupent quatre des vingt-neuf magasins de l'enseigne, notamment à Paris et à Rouen, avec le mot d'ordre : « À la liquidation, nous répondons par l'occupation! »

Le mouvement aura encore plus de poids s'il parvient à s'étendre à tous les points de vente du groupe, et même, au-delà, aux travailleurs des enseignes de la grande distribution qui connaissent actuellement des situations identiques. Une lutte d'ensemble pèsera plus pour faire pencher la balance du côté des salariés qu'une simple lettre du ministère.

Correspondant LO



GE – Belfort : 8 000 manifestants contre les licenciements !

Après l'annulation de la première réunion pour lancer le plan de licenciements, refusée par les syndicats et empêchée de se tenir dans un bâtiment de l'usine par les travailleurs de turbines gaz massivement rassemblés, ceux-ci ont continué à manifester.

Tous rejettent les 800 licenciements prévus dans ce secteur, ainsi que 200 dans les services supports. La réunion avait été reportée au vendredi 21 juin, au même endroit; la direction n'avait pas réussi à trouver une salle hors de l'usine. Appelés de nouveau par l'intersyndicale à débrayer et à se rassembler, c'est encore à plus de 700 que les travailleurs sont venus crier fort leur colère.

Pour autant, la direction a décidé le démarrage du plan, aidée d'ailleurs par une disposition des lois Macron qui permet de déclencher un PSE même si les réunions préparatoires

prévues n'ont pas pu se tenir. Elle a convoqué la réunion numéro 2 à Paris le 26 juin.

Samedi 22 juin, une grande manifestation était organisée à Belfort en soutien aux salariés de General Electric. 8 000 manifestants, dans leur grande masse des ouvriers de toute la région, des gilets jaunes, des familles populaires, retraités, chômeurs, petits commerçants et artisans, sont venus exprimer leur émotion et leur indignation face à ce plan de suppression d'emplois massif, décidé par un des groupes capitalistes les plus riches, devastateur de la vie de milliers de salariés



et de toute une région.

À l'opposé de l'union sacrée qu'ont voulu afficher tous les organisateurs de cette manifestation, élus politiques de tout bord, pro et anti-Macron, droite et gauche, collectivités locales, religieux, avec le Medef, l'UIMM (fédération

patronale de la métallurgie), la CGPME, Lutte ouvrière a manifesté sous la banderole « Interdire les licenciements, prendre sur les profits pour préserver l'emploi ».

Le gouvernement et le ministre Le Maire ont commencé à communiquer

après la première réunion du comité de pilotage du fonds de développement économique. Celui-ci est financé par la pénalité de 50 millions d'euros de General Electric pour la non-création des 1 000 emplois promis. Les travaux de ce comité d'accompagnement des licenciements commencent dès la rentrée, pour « contribuer au développement d'emplois industriels pérennes dans les bassins d'emploi qui comptent des implantations de General Electric, principalement le Territoire de Belfort ». Qui peut prendre cela au sérieux ?

Pour continuer à s'opposer au plan de licenciements que GE a prévu de boucler d'ici septembre, les salariés étaient appelés à un rassemblement le 27 juin devant le tribunal de Belfort, où les syndicats ont assigné GE en vue d'obtenir l'annulation du lancement du plan. Les travailleurs ne veulent pas se laisser lanterner et refusent d'être jetés comme GE le voudrait.

Correspondant LO

Nathalie Arthaud : "le gouvernement est complice"

Notre camarade Nathalie Arthaud, présente au rassemblement de Belfort, a déclaré notamment dans sa prise de parole :

« Les grands actionnaires considèrent les travailleurs comme des pions que l'on peut vendre, acheter, jeter. Leurs promesses ne valent rien. Il n'y a que leur cours boursier et leurs perspectives de profits qui comptent. Ce n'est pas propre à General Electric, aux actionnaires américains : tous les travailleurs de la région, les travailleurs de PSA, ceux

qui travaillent pour Peugeot, directement ou indirectement, ceux qui travaillent pour Auchan, peuvent tous en dire autant. À chaque fois que les patrons suppriment des emplois, qu'ils licencient, ils trouvent des bonnes raisons pour le faire. La réalité, c'est que derrière chaque licenciement, derrière chaque suppression d'emploi, derrière chaque

fermeture d'entreprise, il y a la rapacité d'une minorité de privilégiés qui se moquent parfaitement de ruiner la vie de centaines de familles ouvrières, et de ruiner par cela même les commerçants, les artisans de ces villes ouvrières.

Le gouvernement est complice ! Macron, Le Maire cherchent des investisseurs. Ces investisseurs, il faudrait les attirer, les amadouer, leur verser des milliards... Mais ils n'en ont rien à faire de développer la production et de

faire des choses utiles. Ce sont des aventuriers de la finance et des fabricants de chômeurs. Les seuls investisseurs dans cette société, c'est vous, les salariés, pour qui l'usine cela veut dire quelque chose. Vous y avez consacré votre temps, votre compétence, le plus clair de votre énergie et de votre vie. Alors vous avez mille fois raison de dire non aux licenciements !

Interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous ! »

Famar - Saint-Genis-Laval : l'usine menacée de fermeture

L'usine Famar de Saint-Genis-Laval dans le Rhône, qui produit des médicaments pour un certain nombre de grands groupes pharmaceutiques comme Sanofi ou Merck, est en cessation de paiement et une procédure de redressement judiciaire est ouverte.

Jusqu'en 2004, cette entreprise faisait partie du groupe Sanofi, qui l'a vendue pour 2 euros au groupe grec Famar (famille Marinopoulos), spécialiste dans le façonnage des médicaments. C'était tout bénéfice pour Famar, qui avait des commandes garanties pour un certain nombre d'années et qui a encaissé les

bénéfices sans rien investir, usant jusqu'au bout les équipements.

Avec la crise de 2008, qui a particulièrement touché la Grèce, le groupe Famar, qui possédait aussi une chaîne de supermarchés, s'est retrouvé fortement endetté auprès des banques. Ces dettes ont été récemment rachetées par le fonds

américain multimilliardaire KKR.

Pour ce fonds vautour, l'idée n'était pas de faire fonctionner les entreprises du groupe, mais de les revendre. Évidemment, pendant les quelques mois où KKR a géré les entreprises, il n'a fait aucun investissement et même pas payé les fournisseurs. Cela est vrai en particulier de l'usine de Saint-Genis-Laval, dont le groupe veut se débarrasser rapidement.

Le groupe KKR a pour cela embauché pour quelques mois comme PDG

de Famar Patrick Puy. Ce monsieur dirige un cabinet qui aide les entreprises à dégager plus de cash en fermant ateliers ou magasins, en licenciant, en supprisant des emplois. Il a d'ailleurs annoncé que son but était de revendre rapidement les entreprises Famar d'Orléans, de L'Aigle et de Saint-Rémy.

Pour ce qui est du site de Saint-Genis, il a fait le choix de le déclarer en cessation de paiement et a demandé une mise en redressement judiciaire. C'est-à-dire que KKR se désengage complètement.

Alors que plusieurs centaines de médicaments sont en rupture de stock dans les pharmacies, on voit que la priorité de KKR, et au-delà des grands groupes pharmaceutiques donneurs d'ordres n'est pas de produire des médicaments utiles à la population mais de faire des profits immédiats.

Les salariés de l'entreprise n'ont pas dit leur dernier mot et devaient se réunir le 25 juin pour organiser la riposte.

Correspondant LO

Hôtels de luxe – Paris 8^e : assez de l'exploitation!

Depuis six mois, le personnel des hôtels Balzac et de Vigny, des hôtels de luxe 5 étoiles du 8^e arrondissement de Paris, sont mobilisés pour faire valoir leurs droits élémentaires de salariés.

Les deux hôtels appartiennent au groupe JJW France, contrôlé par le cheikh al-Jaber, 133^e fortune mondiale. Le 19 juin, les salariés étaient mobilisés pour être reçus par la direction du groupe et faire connaître leurs revendications, et en premier lieu leur droit à une couverture sociale réglementaire.

En effet la liste des filouteries du groupe JJW est longue, avec une dette de 2,5 millions d'euros à l'Urssaf ainsi que de nombreux impayés concernant la mutuelle des salariés et les complémentaires de retraite. Les salariés sont d'autant plus inquiets qu'une réelle incertitude plane quant à leurs remboursements médicaux et à la prise en charge de leurs pensions. Il y a six mois, le

mouvement de contestation avait d'ailleurs démarré sur cette question. Une travailleuse avait rencontré les plus grandes difficultés à faire reconnaître ses droits à la retraite, la caisse dont elle dépendait faisant valoir les nombreux impayés du groupe JJW. Plus récemment, la mobilisation a obligé le groupe JJW à régler les 350 000 euros d'impayés au titre de la complémentaire retraite.

Les revendications des salariés concernent aussi leurs conditions de travail, qui se dégradent de plus en plus : manque de personnel à la restauration, à la réception et en service de nuit, plus de dix chambres à assurer par jour par femme de chambre. L'ascenseur de service est en panne depuis des semaines, indispensable

pour le room service, le service en chambre, obligeant le personnel à passer par les escaliers. Tout est profit pour le riche milliardaire, même les économies mesquines sur les uniformes, qui ne sont pas renouvelés depuis un an.

Le cheikh al-Jaber, dont la fortune personnelle est estimée à près de 7 milliards d'euros, est un

spécialiste des opérations douteuses, des redressements judiciaires calculés, des coups bas en tout genre dans un monde de rapaces. L'actualité l'a même rattrapé puisqu'il est cité dans l'affaire Balkany, un Balkany qui, en connaisseur, dit du même al-Jaber qu'il est un escroc !

Toujours est-il que les travailleurs des hôtels

Balzac et de Vigny restent déterminés à faire valoir leurs droits et à faire payer des patrons voyous avant tout préoccupés d'augmenter leurs profits. L'union locale CGT, présente aux côtés des travailleurs, organisait jeudi 27 juin à 10 heures une conférence de presse et un rassemblement devant l'hôtel de Vigny, rue Balzac.

Correspondant LO



Ménage dans les hôtels : Schiappa défend les patrons, pas les travailleuses

Lundi 24 juin, la secrétaire d'État chargée de l'Égalité femmes-hommes, Marlène Schiappa, a présenté dans les colonnes du Parisien un prétendu plan d'action pour défendre les travailleuses qui font le ménage des hôtels. Schiappa voudrait passer pour la grande protectrice de ces femmes au travail précaire, dites invisibles, pour reprendre ses termes.

Justement, invisibles, les femmes de ménage ne le sont pas, puisqu'elles luttent et font grève. C'est bien ce qui dérange la ministre, qui veut bien paraître défendre la veuve et l'orpheline, mais pas céder à des combattantes.

La ministre évoque le fait que nombre de ces travailleuses, parce qu'elles ont des horaires décalés, ne « trouvent personne et leurs enfants restent parfois seuls, ce qui n'est pas une solution ». Mais ce n'est pas pour imposer au patronat d'augmenter les salaires, afin que chacun ait les moyens de faire garder les enfants. Or les trois quarts des 519 000 travailleurs du secteur sont des femmes, très souvent à temps partiel, dont 66 % gagnent moins de 900 euros par mois.

Schiappa ne veut pas non plus interdire les horaires de nuit pour les femmes, mais seulement les plaindre sans frais. Derrière son ton misérabiliste, se cache la volonté d'aider le patronat du

secteur. Marlène Schiappa propose d'ouvrir des discussions entre partenaires sociaux, mais surtout avec les entreprises sous-traitantes pour qu'elles déterminent comment jeter de la poudre aux yeux sur les conditions de travail dans le secteur, plutôt que d'être obligées de discuter avec des grévistes.

En effet des grèves se déroulent en ce moment même. Onze salariées d'un hôtel de luxe, le NH Collection à Marseille, sont en grève depuis plus de 70 jours contre la reprise de leur travail par le sous-traitant Elixor, groupe multimilliardaire du secteur, qui leur ferait perdre 100 euros sur des paies de 900 euros. Pour se faire entendre, elles n'ont pas attendu la ministre, et elles savent se défendre contre les interventions musclées de la police envoyée par le gouvernement auquel appartient Schiappa.

Une partie des salariés du ménage des hôtels Campanile et Première classe du pont de Suresnes ont

fait grève un mois contre la dégradation des conditions de travail. « On nous a interdit d'aller aux toilettes des chambres dont on s'occupe, même lorsqu'elles sont vides... On doit désormais aller aux toilettes du personnel, au niveau moins un. On doit aussi rendre des comptes à notre supérieur si on passe trop de temps aux toilettes », explique certaines. Ces travailleuses n'en sont pas à leur coup d'essai puisqu'en 2012 elles avaient obtenu par la lutte leur titularisation au sein du groupe.

À l'automne 2018, des salariées du ménage de l'hôtel Park Hyatt Vendôme à Paris ont fait 87 jours de grève. Elles ont gagné sur certaines revendications, même si elles n'ont pas obtenu d'être embauchées directement par l'hôtel, et non par la société sous-traitante. Mais, là encore, elles ont dû affronter des interventions violentes de la police gouvernementale.

Ces travailleuses n'ont que des coups à attendre du gouvernement, même quand ils sont enrobés par des discours sur l'égalité entre femmes et hommes. En se battant elles-mêmes, elles font mille fois plus pour leur émancipation.

Marion Ajar

Assia Chartres-de-Bretagne : le mouvement continue

Les salariés de services et soins à domicile de l'Assia, à Chartres-de-Bretagne en Ille-et-Vilaine, continuent de se mobiliser pour leurs salaires.

Jeudi 20 juin, c'était leur neuvième débrayage, rassemblant une quarantaine de personnes, soignants et auxiliaires de vie.

Après leurs interventions sur les marchés locaux, les grévistes ont saisi l'occasion de l'assemblée générale de l'association qui les emploie pour se faire entendre. Les participants ont été accueillis par une haie de banderoles et des tracts qui expliquaient la mobilisation. Comme à chaque fois, la direction n'a rien voulu entendre, ne lâchant qu'une minuscule miette : une prime mensuelle de 27 euros brut, dégressive pour les temps partiels. Cette prime ne concerne qu'une petite

partie du personnel qui a reçu une formation spécifique en gérontologie.

Le président reproche aux grévistes de risquer de mettre en péril l'association et de ne pas être prêts à innover. Les grévistes lui ont répondu qu'ils innovaient par la lutte. Les prochains rendez-vous devaient se tenir mercredi 26 juin à l'occasion d'une rencontre avec les financeurs, qui sont le conseil départemental et l'Agence régionale de santé, et bien sûr lundi 1^{er} juillet, à l'occasion du rassemblement régional prévu dans le cadre du mouvement national associant aussi les Ehpad.

Correspondant LO



Liberty Durisotti – Sallaumines : la grève a payé

Mercredi 19 juin, c'est à presque 100 % que les ouvriers de Durisotti, carrossier industriel de 210 salariés qui transforment des séries de véhicules dans le bassin minier du Pas-de-Calais, se sont mis en grève pour 50 euros d'augmentation pour tous.

Durisotti a été repris cet hiver par un grand groupe capitaliste, Liberty House, qui a aussi racheté plusieurs usines, dont Aluminium Dunkerque et les Fonderies du Poitou. La reprise s'est faite pour une bouchée de pain, 150 000 euros, et le tribunal a effacé toutes les dettes. Liberty House et son PDG ont de l'argent et, quand la direction a annoncé zéro euro d'augmentation cette année encore, cela a été vécu par tous comme une provocation. Réunis en assemblée générale, les travailleurs ont voté la grève immédiatement. La production a été totalement arrêtée pendant toute la durée de la grève et près de 100 grévistes se sont retrouvés chaque jour au piquet.

Le patron a rapidement senti qu'ils ne voudraient pas rentrer les poches vides. Dès le lendemain, jeudi 20, il a reculé et fait distribuer une proposition avec des augmentations ridicules de 0,3 ou 0,6 %. Mais tout le monde était d'accord : le bifteck coûte le même prix pour tous, alors pour tous il faut la même augmentation.

Ses papiers ont été mis dans une poubelle et celle-ci lui a été rapportée.

Dès lors, les grévistes ont tout décidé en assemblée générale. Pour participer à l'organisation de la grève et aux négociations, un comité de grève de 15 membres a été élu, rassemblant tous ceux, délégués ou non, syndiqués ou non, qui voulaient que la grève réussisse. Le comité s'est réuni régulièrement à partir du lendemain, pour organiser les repas du

midi, trouver des tonnelles pour s'abriter de la chaleur, proposer de passer dans les ateliers ou filtrer les camions qui, de toute façon, auraient eu bien du mal à être déchargés dans l'usine.

Bien des jeunes faisaient leur première grève et les discussions allaient bon train avec les plus anciens sur ce qu'on peut faire pour montrer notre colère et augmenter la cohésion de tous les grévistes.

Le 21 juin, la direction a redemandé à rencontrer les syndicats, mais les grévistes ont exigé que ce soient les représentants du comité qui viennent et rendent compte à l'assemblée des grévistes.

À chaque proposition, c'est l'assemblée des grévistes qui se prononçait. La direction a cherché à diviser en proposant des augmentations différenciées mais, à chaque fois, la délégation quittait la table et l'assemblée votait que le travail ne reprendrait pas sans que tous obtiennent la même chose.

Après quatre jours d'arrêt de la production, la direction a finalement dû lâcher ce qu'elle refusait. Dans l'après-midi du lundi 24 juin, les grévistes ont accepté à l'unanimité 40 euros net par mois d'augmentation, complétée par une augmentation du prix du

ticket restaurant (environ 13 euros de plus par mois), ce qui représente au total les 50 euros demandés.

Et surtout, les grévistes n'ont pas repris le travail avant d'obtenir que les quatre jours de grève soient intégralement payés.

Le patron a été jusqu'à demander que les travailleurs reprennent sans faire de triomphalisme, c'est dire ! Mais, pour tout le monde, c'est une victoire, et chacun mesure que, durant ce mouvement, on a appris à s'organiser démocratiquement et à agir en bloc. Cela servira face aux prochains mauvais coups du patron.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Algérie : le mouvement populaire face aux manœuvres politiques

En Algérie, le mouvement populaire pour dégager « le système » est entré dans son quatrième mois. Le 18 juin, espérant diviser le mouvement sur des bases régionalistes et identitaires, Gaïd Salah, le chef d'état-major de l'armée, a interdit la présence de drapeaux berbères dans les manifestations. Vendredi 21 juin, dans tout le pays, des cortèges massifs ont répondu avec vigueur à sa provocation, scandant « Arabes et Kabyles sont frères, Gaïd Salah est avec les traîtres ».

La police a procédé à la confiscation de drapeaux berbères accusés de porter atteinte à l'unité de la nation. D'Oran à Sétif en passant par Alger, au moins dix-huit personnes auraient été arrêtées.

Depuis le 22 février, le fait que dans les cortèges le drapeau berbère côtoie sans problème le drapeau national montre en fait l'unité d'un mouvement et le rejet d'un pouvoir qui, depuis 1962, a attisé les divisions régionales et marginalisé les populations berbérophones. Si la manœuvre de Gaïd Salah a pour l'instant échoué, elle montre que l'état-major, et derrière lui les classes dominantes, n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens pour tenter de sortir le régime de la crise politique ouverte par la contestation.

L'opération mains propres de Gaïd Salah, censée répondre aux exigences des manifestants qui ont en ligne de mire la « bande de voleurs qui a pillé le

pays », n'a pas été suffisante pour arrêter le mouvement. Ces dernières semaines, la prison d'El Harrach à l'est d'Alger est devenue une prison VIP. Elle accueille deux ex-premiers ministres, de riches hommes d'affaires comme l'ex-patron des patrons Ali Haddad, le milliardaire Issad Rebrab ou Mahieddine Tahkout, patron d'une usine de montage automobile Hyundai, proche du président déchu.

Il semble que l'incarcération d'Ouyahia, l'ex-premier ministre, ait été accueillie avec joie par les travailleurs et les classes populaires qui le détestaient. Ils n'ont oublié ni sa politique d'austérité ni son mépris, en particulier celui qu'il exprimait à l'encontre des harragas, ces jeunes qui partent dans des embarcations de fortune dans l'espoir d'une vie meilleure.

Après s'être posé tour à tour en protecteur du mouvement, en arbitre et en justicier, Gaïd Salah use aussi de la force et de

l'intimidation vis-à-vis des manifestants. Contraint sous la pression populaire de reporter l'élection présidentielle du 4 juillet, il entend bien mener le jeu et imposer ce qu'il nomme une transition démocratique. Il appelle les personnalités au dialogue pour sortir le pays de la crise politique, c'est-à-dire pour arrêter le mouvement.

Samedi 15 juin, une conférence nationale réunissant des associations, syndicats autonomes, collectifs et personnalités baptisés « société civile » était censée offrir une perspective au Hirak. Elle a abouti à un texte commun pour aller vers une nouvelle république. Cette conférence demande à l'armée de bien vouloir accompagner la période de transition démocratique qu'elle propose. Par ailleurs une alternative démocratique s'est constituée autour de

partis dont le FFS, le RCD, le PT, le MDS et le PST. Ils prétendent incarner une transition de rupture avec le système et proposent l'élection d'une assemblée constituante.

Après quatre mois de mobilisation, des têtes sont tombées mais le système est toujours là, en particulier l'appareil militaire qui protège en dernière analyse les intérêts des classes possédantes. Les sommets de l'armée n'ont pas fait jusqu'à présent le choix de recourir à une répression brutale, mais cela n'est pas exclu. La répression féroce qui s'est abattue sur le mouvement populaire soudanais sonne comme un avertissement. Aucun changement durable, aucune rupture avec le système ne pourra s'opérer sans que les masses mobilisées et conscientes agissent pour gagner à elles les soldats du rang.

Quel sera alors le choix de Gaïd Salah? Tentera-t-il encore de reporter l'élection présidentielle dans l'attente du reflux du mouvement? Répondra-t-il à l'appel de cette conférence nationale? Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir politique qui en émanerait permettrait d'assurer la succession de Bouteflika sans rien changer de fondamental pour la bourgeoisie algérienne.

Il n'y a rien à attendre d'un dialogue avec un état-major qui ne cesse de manœuvrer pour faire rentrer dans le rang les travailleurs et les classes populaires et se tient prêt le cas échéant à les écraser. Pour défendre leurs aspirations à vivre dignement et librement, ceux-ci ne devront compter que sur leur conscience, leur mobilisation et leur organisation.

Leïla Wahda



Alger, le 21 juin.

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Comme chaque été, les militants de Lutte ouvrière vont sillonner le pays à la rencontre des travailleurs.

Les élections européennes ont montré l'effondrement des partis de droite et de gauche qui se renvoyaient la balle tout en poursuivant le même

but: faire payer aux travailleurs la crise du système capitaliste. Ceux qui les remplacent dans ce ballet politicien, La République en marche et le Rassemblement national, sont tout autant que les précédents au service des gros capitalistes.

Déjà, les coups

continuent de pleuvoir en provenance du gouvernement qui cible actuellement les retraites et les allocations chômage, trop avantageuses pour les travailleurs, selon lui. Malgré la colère exprimée notamment par les gilets jaunes, il continue à asséner les coups, tout en enrobant

ses attaques de phrases creuses. Quant au RN, qui cherche à semer la division, il risque d'être encore pire s'il arrivait un jour au pouvoir.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des uns comme des autres. Comment peuvent-ils s'opposer à la dégradation de

leurs conditions de vie, et sur quel programme politique défendre les intérêts de la classe ouvrière? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter avec vous.

Les premières étapes de nos caravanes d'été sont les suivantes:

Eure-Yvelines-Orne

Lundi 1^{er} juillet: **Vernon**
Mardi 2 juillet:
Évreux
Mercredi 3 juillet:
Mantes-la-Jolie
Jeudi 4 juillet: **Alençon**
Vendredi 5 juillet:
Argentan/Flers
Samedi 6 juillet:
Le Mans

Franche-Comté

Lundi 1^{er} juillet: **Besançon**
Mardi 2 juillet:
Pontarlier
Mercredi 3 juillet:
Lure/Héricourt
Jeudi 4 juillet: **Vesoul**
Vendredi 5 juillet:
Montbéliard
Samedi 6 juillet:
Belfort

Pyrénées

Lundi 1^{er} juillet:
Saint-Jean-de-Luz
Mardi 2 juillet:
Biarritz/Hendaye
Mercredi 3 juillet: **Bayonne**
Jeudi 4 juillet: **Tarbes**
Vendredi 5 juillet: **Pau**
Samedi 6 juillet:
Vic-en-Bigorre
Bagnères-de-Bigorre

